



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1914 VENDREDI 17 JANVIER 2014

Processus électoral

Les acteurs politiques rencontrent le ministre de l'Intérieur



L'opposition réitère sa volonté de voir se réaliser les recommandations de la concertation de Dolisie

Les partis politiques ayant participé à la concertation nationale de Dolisie, en mars 2013, ont eu une séance de travail, hier, avec le ministre de l'Intérieur, Raymond Zéphirin Mboulou.

Cette rencontre a permis aux participants d'évaluer le niveau d'exécution du recensement administratif spécial, prélude aux élections locales et sénatoriales de cette année. Les acteurs politiques présents ont par ailleurs insisté sur la nécessité de mettre en œuvre toutes les recommandations de Dolisie, considérées comme le cadre d'amélioration du processus électoral au Congo.

Page 2

COUPES AFRICAINES DES CLUBS

AC Léopards se met au vert en Afrique du sud

Pour mieux affûter leurs armes avant d'aborder, le 9 février prochain, la Ligue africaine des champions, les Fauves du Niari ont choisi la ville de Johannesburg en Afrique du sud, où ils séjournent depuis le week-end dernier. Dans la foulée de ce stage, AC Léopards qui nourrit de grandes ambitions pour la compétition, a annoncé la signature d'un contrat avec un entraîneur franco-belge et le recrutement de plusieurs nouveaux joueurs, Congolais et expatriés. De son côté, le Club athlétique renaissance aiglon, qui joue cette année la Coupe africaine de la Confédération, est en compagnie de préparation en République démocratique du Congo. À l'instar des Dolisiens, les Aiglons bénéficieront de plusieurs matchs amicaux contre des clubs de renom.

Page 24

ÉDITORIAL Ouvrir

Page 2

Crise centrafricaine

Le Congo perd de nouveau un soldat dans ses effectifs

Le haut commandement des Forces armées congolaises a rendu hier un dernier hommage au caporal-chef Haminel Morel Ngakoua décédé le 8 janvier à Bangui, en République centrafricaine, des suites d'un accident de circulation survenu dans la localité de Bossempaté.

Le décès de ce soldat de la paix porte à près d'une dizaine le nombre total des soldats congolais morts en Mission internationale de soutien à la Centrafrique.

Page 9



Les Freres d'armes transportant la dépouille

INTERVIEW

Sylvie Dossou : « Il y a des défis à relever pour prétendre à l'émergence »

La représentante de la Banque mondiale a donné, dans une interview, sa lecture de l'évolution économique du Congo et des relations entre ce pays et l'institution de Breton Wood qu'elle re-

présente.

Parlant de l'ambition congolaise d'être pays émergent à l'horizon 2025, Sylvie Dossou a déclaré : « Pour qu'un pays puisse prétendre être émergent, il y a des

défis à relever. Le plus essentiel est celui de la pauvreté. 46% de la population (congolaise, ndr) vit avec moins d'un dollar par jour (...) »

Page 5

DROITS HUMAINS

La Fécodho proteste contre des actes de tortures imputables à la Force publique

La Fédération congolaise des droits de l'homme (Fécodho), a dénoncé des atteintes aux droits de l'Homme perpétrées par certains agents de la Force publique. Dans une lettre de protestation adressée au ministre de la Justice et des droits humains, cette plate-forme des organisations de la société civile spécialisée dans la promotion et la protection des libertés fondamentales demande des poursuites judiciaires contre les auteurs de ces actes.

Évoquant le cas d'un certain Samson Mougotto victime supposée de ces mauvais agissements dans un commissariat de police, la Fécodho invite à « l'ouverture d'une information judiciaire et d'une enquête administrative pour établir les responsabilités des uns et des autres ».

Page 7

ÉDITORIAL

Ouvrir

Même si cela semble quelque peu utopique alors que l'Afrique centrale se trouve confrontée à des crises récurrentes qui devraient, en bonne logique, inciter les États à se replier sur eux-mêmes pour éviter la contagion, c'est bien l'ouverture des frontières et la création d'un vaste marché régional qui fera taire les démons de la division. D'où cette idée, qui fait lentement mais sûrement son chemin dans les esprits, selon laquelle le véritable moteur de ce processus historique pourrait être la mise en place de moyens de communication adaptés à cette ouverture :

- Communication physique, bien sûr, avec la construction ou l'aménagement de voies routières transfrontalières, la création d'un vaste réseau de ports sur le fleuve Congo et ses affluents, la mise aux normes internationales des aéroports et la création de lignes aériennes desservant les grandes cités du Bassin du Congo, l'extension des voies ferrées sur toute l'étendue de l'Afrique centrale ;

- Communication immatérielle, également, avec la mise en place des réseaux de fibre optique qui permettront aux informations et aux données de circuler instantanément entre les douze pays de la zone, avec l'amélioration des réseaux téléphoniques et la généralisation des nouvelles techniques de communication, avec le développement de médias écrits et audiovisuels régionaux.

À l'heure où les gouvernements et la communauté internationale tentent de mettre fin aux conflits ethniques ou religieux qui menacent de plonger l'Afrique centrale dans le chaos, il faut dire et redire, sans jamais se lasser, que la paix naîtra de la communication entre les hommes, non de la fermeture des frontières. Autrement dit, qu'il ne suffira pas de déployer sur le terrain des forces armées capables de s'interposer entre les belligérants pour réconcilier les peuples avec eux-mêmes, mais qu'il faut créer au plus vite les conditions matérielles et immatérielles qui leur permettront de communiquer, d'échanger, de partager, de commercer.

Est-il absurde, irréaliste d'imaginer la tenue, à Brazzaville par exemple, d'une conférence qui aurait pour objet de se projeter dans l'avenir en imaginant la société ouverte dans laquelle tant d'Africains rêvent de vivre aujourd'hui ?

Les Dépêches de Brazzaville

RECENSEMENT ADMINISTRATIF SPÉCIAL

Brazzaville et Pointe-Noire entament la saisie des listes électorales

Les partis politiques ayant pris part à la concertation nationale politique de Dolisie, dans le département du Niari, ont eu, le 16 janvier, une séance de travail avec le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou.

Le but de cette rencontre était de faire le point du recensement administratif spécial, notamment dans les villes de Brazzaville et de Pointe-Noire. Étant donné que dans les autres départements, les opérations de recensement sont terminées. Les participants à la réunion ont été informés par le ministre de l'Intérieur qu'au niveau de ces deux grandes villes, les opérations de saisie des listes électorales avaient déjà commencé. Le re-

tard constaté au niveau de ces deux agglomérations, a-t-on appris, peut, en partie, se justifier par le nombre très élevé des électeurs, comparativement avec les autres villes et districts où le recensement administratif spécial a pris fin.

Le ministre Raymond Zéphirin Mboulou a proposé aux partis politiques présents à la rencontre d'entamer l'impression des cartes d'électeur au niveau des départements où les opérations de recensement sont déjà achevées. La proposition a été rejetée par les participants qui ont évoqué que l'impression des cartes d'électeur devait commencer après la validation des données par le comité technique. Les participants à cette réunion ont

salué l'évolution des opérations du recensement administratif spécial. En outre, ils ont réitéré la volonté de voir se réaliser toutes les recommandations arrêtées à Dolisie s'inscrivant dans le cadre de l'amélioration du processus électoral au Congo, entre autres l'introduction de la carte biométrique et l'érection de la Commission nationale d'organisation des élections en un organe indépendant et permanent jouissant de l'autonomie financière.

Les élections locales qui auront lieu cette année sont subordonnées à l'élaboration d'un corps électoral qui sera issu du recensement administratif spécial en cours.

Roger Ngombé

PLAN

Le comité directeur présente les groupes thématiques du Plan cadre 2014-2018

Cinq groupes thématiques ont été présentés, ce 16 janvier à Brazzaville, par le comité directeur du Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (UNDF), à l'occasion de sa 2e session présidée par le ministre délégué au Plan et à l'Intégration, Léon Raphaël Mokoko, président de ce Comité directeur.

Parmi les cinq groupes de travail installés, entièrement coordonnés par le comité directeur, figurent entre autres, les groupes portant sur la gouvernance, les élections, l'éducation. Chaque groupe thématique, selon sa spécificité, devra travailler afin de produire les résultats escomptés, capables de contribuer significativement à l'aboutissement heureux de ce projet, pour le bien des populations.

L'UNDF est structuré en cinq axes de plus en plus stratégiques : « Il me plaît de rappeler que l'UNDF est structuré autour de cinq axes stratégiques, et que le dispositif de gouvernance pour son opérationnalisation comprend des groupes de résultats multisectoriels plus participatifs », a indiqué la représentante par intérim du système des Nations unies au Congo, Fatoumata Binta Diallo.

Le comité directeur de l'UNDF a examiné ensuite les modalités de fonctionnement de ces groupes et sous-groupes de résultats établis selon les dispositions juridiques, avant de s'accorder sur le format de présentation du plan d'action conjoint 2014. Dans les discussions, les membres du comité directeur qui ont aussi validé leur projet d'agenda annuel 2014, ont abordé la probléma-

tique du financement conjoint de l'UNDF.

Cette réunion a aussi débouché sur l'adoption d'une feuille de route fixant les prochaines rencontres qui devront, somme toute, permettre de valider l'ensemble des plans d'action. Il a été également décidé que le comité directeur se retrouvera désormais chaque semestre afin de faire le point sur la mise en œuvre dudit plan avec des résultats. D'après Fatoumata Binta Diallo, le premier trimestre sera plutôt consacré à la cohérence entre les groupes thématiques et à l'appui aux différents ministères, pour envisager des résultats plus probants, conformément aux Objectifs du millénaire pour le développement. Satisfait de la mise en œuvre de ce programme, le ministre délégué au Plan et à l'Intégration, Léon Raphaël Mokoko, a réitéré l'engagement du ministère à soutenir au mieux cette action. « Pour ma part, avec les équipes techniques du ministère, nous nous engageons à apporter au mieux de nos possibilités, des facilitations nécessaires à la réalisation convenable des programmes de travail au cours de cette période couverte par l'UNDF 2014-2018. Je pense ici au récurrent problème de décaissement de la contrepartie nationale », a-t-il conclu.

Firmin Oyé



Léon Raphaël Mokoko avec les membres du comité directeur en pleine réunion (crédit photo adiac)

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembé

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Coordonnateur : Jules Tambwe Itagali
Politique : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa
Société : Lucien Dianzenza
Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpara

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris
Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kibibi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Adhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispian Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)
38 rue Vaneau 75007 Paris
Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

AGRICULTURE

Le Congo initie une politique pour attirer les investisseurs

En cours d'élaboration, cette stratégie d'attraction des investissements étrangers directs (IED) dans la filière agricole et dans l'agro-industrie, permettra à long terme, au Congo d'exploiter ses dix millions d'hectares de terres cultivables.

N'utilisant que deux millions d'hectares, le Congo entend développer le secteur agricole en attirant davantage d'investisseurs étrangers grâce à la mise en œuvre d'une politique d'investissement. C'est ainsi que Brazzaville a abrité, le 16 janvier, un atelier de concertation sur la question. Les travaux étaient animés par Milaso Cherele-Robson et Gaudens Bruno Dagnon, tous deux délégués de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), considéré comme le partenaire technique. Les instances gouvernementales ont été représentées par le directeur général du plan, Jean Christophe Okandza.

L'objectif est d'aboutir à un diag-

nostic du cadre politique légal réglementaire des investissements et d'élaborer une stratégie d'attractions d'investissements étrangers directs dans les filières agricoles pour le développement de l'agro-industrie. Cet atelier était centré autour de deux thèmes ; l'examen de la politique d'investissement de la République du Congo : objectifs, processus et méthodologie ; ainsi que les investissements étrangers directs et secteur agricole : le contexte sous-régional et international.

Pour discuter de ces questions de façon collective, et d'aboutir à des réponses pour cette phase, les débats ont été axés sur le diagnostic et l'identification des éléments de stratégie, afin que les IED bénéficient non seulement au secteur privé local, mais également à la population. A terme, le diagnostic, les stratégies, et les recommandations faites, seront présentés lors d'un atelier national prévu dans quelques mois.

Signalons qu'une mission sur le terrain avait été effectuée par les

délégués du Cnuced à Brazzaville et Pointe-Noire, avant d'organiser des réunions au sein des ministères techniques, dans le but de diagnostiquer l'état actuel de la politique d'investissement.

Favoriser la visibilité du Congo

Le Cnuced, à travers cette initiative entend présenter des résultats au niveau de la communauté internationale, en vue de donner la visibilité à la République du Congo, en mettant en exergue les réformes engagées dans ce secteur. « Nos recommandations tendront à identifier ce qui reste à faire afin que les investissements étrangers directs contribuent à l'essor de l'économie congolaise. Il faut faire en sorte que ceux qui ont besoin d'un appui supplémentaire pour émerger, ou besoin d'un cadre pour démarrer une entreprise, sans avoir besoin d'un capital conséquent, d'être opérationnel. Nous sommes très optimiste face à cette dynamique mise en place », a déclaré Milaso Cherele-Robson. Une quarantaine de pays, dont



Une vue des participants

vingt-deux en Afrique, ont fait l'objet d'une évaluation de l'impact de ce processus.

Cet atelier, faisant suite à une requête du gouvernement auprès du Cnuced, a connu la participation des institutions gouvernementales, du secteur privé, de la société civile et des partenaires au développement. L'ouverture de la séance a été faite par le ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Ri-

gobert Maboundou, en présence de son collègue du gouvernement Raphaël Mokoko, du représentant de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Dieudonné Koguyagda, du représentant par intérim du Programme des Nations unies pour le développement, Eloi Kouadio VI.

Josiane Mambou Loukoula

MASSISSIA/MAKÉLÉKÉLÉ

Les pêcheurs réclament un poste de police

La coopérative des pêcheurs évoluant au site de Tanga dia Ntsangui à Massissia, dans le premier arrondissement de Makélékélé, demande notamment la présence d'un bureau de police sur le site car ils sont régulièrement victimes de menaces.



Le don du ministère aux pêcheurs de Massissia

« Souvent dans la nuit, les hommes habillés en tenue militaire viennent exiger que nous leur donnions du poisson gratuitement. Si tu n'obéis pas à leurs ordres, ils te frappent et prennent le poisson de force », a fait savoir le président de cette association, Diandoba André, lors d'une visite le 16 janvier effectuée par le ministre de la Pêche et de l'Aquaculture, Bernard Tchimbabéléla.

Outre la question liée à leur sécurité, ces acteurs ont également demandé un don de pirogues ainsi que la construction d'un bâtiment leur permettant de s'abriter lors des intempéries. « Nous travaillerons avec davantage de courage et de détermination, une fois toutes ces conditions réunies », a-t-il ajouté.

En attendant d'obtenir de l'État, un budget permettant de répondre à tous ces besoins, le ministre de tutelle leur a remis un don composé de matériel de travail (filets, nappes de filets et hameçons) assorti d'une

enveloppe, dont le montant n'a pas été révélé, destinée à l'achat de quelques pirogues neuves. « Nous vous doterons très prochainement de pirogues fabriquées à Kindamba. Pour l'heure, faites un partage rationnel du présent que vous venez de recevoir. J'enverrai une équipe pour évaluer votre gérance, surtout savoir si vous avez effectivement acheté les pirogues », a indiqué le ministre de la Pêche.

Notons que la visite du ministre s'inscrit dans le cadre de l'opération « Poisson pour tous d'ici à l'horizon 2015 ». Cette opération obéit à l'une des recommandations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dont l'objectif poursuivi, en général, est de promouvoir la sécurité alimentaire en luttant contre la famine. Elle vise également la création d'emplois et la lutte contre le chômage.

Lopelle Mboussa Gassia

CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE

La 3^e Conférence générale annoncée pour la fin du mois

Les participants aux travaux de la session ordinaire du Conseil national de la jeunesse (CNJ) qui s'est tenue les 14 et 15 janvier à Brazzaville, ont recommandé au ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique de mettre en place un comité préparatoire d'organisation de la 3^e édition des assises de la jeunesse.

La troisième édition de la Conférence générale de la jeunesse se tiendra d'ici à la fin du mois de janvier. Même si la date officielle n'a pas été communiquée, on parle du 27 au 30 janvier. Cette rencontre sera, entre autres, consacrée à la mise en place d'un nouveau bureau exécutif du CNJ-Congo. Le ministre de la Jeunesse, Anatole Collinet Makosso, qui a présidé la session, a déclaré qu'il entendait ouvrir ce conseil à toutes les sensibilités juvéniles. « Il s'agira de n'exclure aucune catégorie de jeunesse parmi toutes celles qui existent. Le CNJ-Congo gagnera autant en crédibilité que pour sa visibilité en intégrant, en son sein,

toutes les composantes juvéniles qui font la fierté de notre nation », a-t-il indiqué.

S'agissant des jeunes qui voudront intégrer les futures instances du CNJ, il s'est engagé à se soumettre à l'exercice préliminaire de sensibilisation. Le but étant de renforcer les critères d'éligibilité de façon à donner à cette structure une direction composée d'animateurs compétents, dignes, responsables, intègres et véritablement engagés dans l'accomplissement de leurs missions. La vie du CNJ dans les trois années à venir dépendra, a-t-il souligné, des hommes et des femmes qui seront appelés à animer cette structure. Anatole Collinet Makosso s'est ensuite engagé à veiller scrupuleusement au choix des futurs dirigeants de façon à mettre les meilleurs d'entre eux aux différents postes qui seront à pourvoir.

« Ces hommes et ces femmes existent. Beaucoup ont été déjà mis au grand jour par le travail qu'ils font au quotidien pendant que d'autres sont en-

core dans l'ombre, et ne tarderont pas à en sortir. Les associations et les mouvements de jeunesse répertoriés dans les différentes directions du ministère sont associés au même titre que d'autres plus connus dans la formation de la nouvelle direction du CNJ », a assuré le ministre, exhortant la commission préparatoire qui sera mise en place à tout mettre en œuvre pour la réussite de cette rencontre qui sera le gage du succès à venir du CNJ.

Quant aux travaux de la session ordinaire du CNJ, les conseillers venus des douze départements du pays ont adopté les documents soumis à leur approbation. Il s'agit notamment du rapport bilan du bureau exécutif national, du rapport financier et de celui de la commission nationale de suivi et d'évaluation. Clôturant la réunion, Anatole Collinet Makosso s'est félicité des résultats auxquels ils sont parvenus après deux jours de travaux. Pour lui, cette session a été en grande partie une activité des jeunes, pour les jeunes et conduite par les jeunes eux-mêmes. Après la structuration du CNJ dans les départements, le ministre entend maintenant procéder à la mise en place des instances sectorielles au niveau des ministères et des établissements scolaires. « Ici, la mission du CNJ sera non seulement d'assurer la défense des intérêts des jeunes, mais aussi de veiller à la discipline comportementale à l'école », a conclu le ministre.

Parfait Wilfried Douniama



Les participants à la session ordinaire du CNJ. crédit photo

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC
ET DE L'INTEGRATION
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
Crédit n° 5063 - CG
Unité d'Exécution du Projet
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo, Tel : 05 551 96 11, Courriel : prctg@yahoo.fr

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 05C/MEFPPI-CAB/PRCTG-SPM/14

« **Recrutement d'un Consultant individuel international en vue d'assister la Direction des Systèmes d'Information du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration au plan organisationnel, fonctionnel et technique dans la mise en œuvre du à Intégré de Gestion des finances Publiques (SIDERE), volet Trésor** »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit n° 5063-CG, pour le financement des activités du Projet de Renforcement des capacités de Transparence et de Gouvernance (RRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Don pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement d'un Consultant individuel international en vue d'assister la Direction des Systèmes d'Information du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration au plan organisationnel, fonctionnel et technique dans la mise en œuvre du à Intégré de Gestion des finances Publiques (SIDERE), volet Trésor.

2. L'objectif général de la mission est d'appuyer l'équipe du projet SIDERE dans la mise en œuvre du système SIDERE, volet trésor.

Pour ce faire, le consultant poursuivra les objectifs spécifiques ci-après :

- aider à finaliser dans les meilleurs délais la fiabilisation et la mise en œuvre cohérente du système SIDERE, volet trésor;
- apporter des appuis fonctionnels sur la gestion comptable et financière à travers le système SIDERE particulièrement ;
- aider à la mise en œuvre organisationnelle du système auprès des directions générales du Budget et du Trésor public.

La durée de la mission est de trois (03) mois calendaire y compris la soumission du rapport final.

3. L'Unité d'Exécution du PRCTG invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services.

Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants :

- les copies des diplômes ;
- les compétences du candidat pour la mission, notamment l'indication de références techniques vérifiables en matière de missions similaires (liste des précédents clients pour ce type de mission : année, coût de la mission, nom et adresse complète du représentant du client) ;
- l'adresse complète du consultant (localisation, personne à contacter, BP, Téléphone, Fax, Courriel).

Profil du Consultant :

Le consultant individuel international devra :

- i) être titulaire d'un diplôme universitaire (Bac + 5) ou équivalent en gestion financière et comptable et budgétaire, en finances publiques, en organisation ou dans une discipline similaire ;
- ii) avoir au moins 10 ans d'expériences dans la participation à une mission de réforme des finances publiques comprenant les modules : (i) d'audit ou de l'état des lieux, (ii) d'élaboration des manuels de procédures de gestion et/ou leur mise à jour, (iii) d'informatisation du Trésor public ou d'une entité similaire;
- iii) avoir une bonne connaissance de la comptabilité publique en rapport avec l'approche française du droit budgétaire, d'une part, les procédures OHADA et les Directives du CEMAC, d'autre part ;
- iv) avoir une bonne connaissance de l'administration congolaise, des réformes en cours et d'un logiciel spécifique de gestion des finances publiques serait un atout ;
- v) avoir une bonne connaissance dans l'utilisation des logiciels de bureautique notamment : Word, Excel, PowerPoint et Internet/Intranet.

4. Sur cette base, un Consultant individuel sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ». Le Consultant sera sélectionné sur la base de la comparaison des CV.

5. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 16 h 00.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le mardi 11 Février 2014 :

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES
DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
UNITE D'EXECUTION DU PROJET
SECTION PASSATION DES MARCHES
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo
Derrière le Commissariat Central
Courriel : prctg@yahoo.fr

Brazzaville, le 16 Janvier 2014

**Le Coordonnateur
Marie Alphonse ITOUA**

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC
ET DE L'INTEGRATION
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
Crédit n° 5063 - CG
Unité d'Exécution du Projet
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo, Tel : 05 551 96 11, 06 921 91 16
Courriel: prctg@yahoo.fr

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N°04/MEFPPI-CAB/PRCTG-SPM/14

« **Recrutement d'une firme en charge du recrutement de quatorze (14) Ingénieurs développeurs devant appuyer techniquement l'équipe du projet Système Intégré des Dépenses et des Recettes de l'Etat (SIDERE) auprès de l'Office Congolais de l'Informatique (OCI) devenue Agence Congolaise des Systèmes d'Information (ACSI)** »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit n° 5063-CG, pour le financement des activités du Projet de Renforcement des capacités de Transparence et de Gouvernance (RRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Don pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement d'une firme en charge du recrutement de quatorze (14) Ingénieurs développeurs devant appuyer techniquement l'équipe du projet Système Intégré des Dépenses et des Recettes de l'Etat (SIDERE) auprès de l'Office Congolais de l'Informatique (OCI) devenue Agence Congolaise des Systèmes d'Information (ACSI).

L'objectif de la mission est de procéder au recrutement de quatorze (14) Ingénieurs développeurs devant appuyer l'équipe du projet SIDERE.

La durée de la mission est d'un (01) mois calendaire y compris la soumission du rapport final de sélection des quatorze (14) Ingénieurs développeurs.

2. L'Unité d'Exécution du PRCTG, invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services.

3. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter

les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.). Les consultants intéressés peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Dans le cas d'une association, les consultants doivent indiquer clairement le Chef de file et sa nationalité.

4. Sur cette base, un cabinet d'études sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ». Le Consultant sera sélectionné sur la base de la méthode de Sélection fondée sur la qualité technique et le coût.

5. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 14 h 00.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le mardi 11 Février 2014 à :

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE
TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
UNITE D'EXECUTION DU PROJET
SECTION PASSATION DES MARCHES
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo; Derrière
le Commissariat Central
Courriel : prctg@yahoo.fr

Brazzaville, le 16 Janvier 2014

Le Coordonnateur

Marie Alphonse ITOUA

COURS BIBLIQUE GRATUIT PAR CORRESPONDANCE

À cause de votre intérêt dans le domaine spirituel, nous vous donnons une occasion pour augmenter gratuitement votre connaissance de la Bible. Par la poste ou par internet (www.cours-bibliques.net) vous pouvez faire selon votre rythme le cours biblique en français, « Ce que la Bible dit ». En récompense, nous vous remettons un certificat à la fin du cours d'onze leçons.

Écrivez-nous au :
Centre d'étude biblique

Case postale 561

1213 Petit-Lancy 1/Génève

SUISSE

BANQUE MONDIALE

Sylvie Dossou : « Parmi les défis à relever, citons notamment celui de la pauvreté »

Du portefeuille de la Banque mondiale à la croissance qui ne profite pas aux populations en passant par les nouveaux financements dont bénéficie désormais la République du Congo, et les enjeux de la diversification économique, la représentante de cette institution bancaire, Sylvie Dossou, étaye davantage. Elle a accordé une interview exclusive auprès de trois journalistes : Christian Brice Elion de Congo site, Alphonse Ndongo de TerrAfrica et Nancy France Loutoumba des Dépêches de Brazzaville.

Les Dépêches de Brazzaville : Quel est le nombre de projets de la Banque mondiale ? À quel volume financier correspond-il ?

Sylvie Dossou : Le portefeuille de la Banque mondiale a plus ou moins 8 projets avec 1 projet régional, celui du CAB (Central Africa Backbone) et deux autres en préparation. L'ensemble des projets cofinancés au Congo représenterait 500 millions de dollars. Nous intervenons dans la plupart des secteurs d'activités, tel le secteur économique dans le cadre du climat des affaires, et du développement urbain (eau, électricité, des secteurs stratégiques). Nous intervenons aussi dans le secteur de la forêt. Nous avons un autre volet social, la santé, la formation professionnelle, l'éducation. Ce sont des secteurs que nous pensons absolument importants pour lesquels le Congo, malgré le fait qu'il soit un pays à revenu intermédiaire, a des performances qui ne sont pas toujours à son niveau.

LDB : La visibilité de l'un des projets, le Praebase, n'est pas ressentie et les questions demeurent toujours. Quelle est votre lecture sur ce projet ?

S.D. : L'éducation est un secteur fondamental. Si un pays veut devenir émergent, il doit avoir une population éduquée. Je pense que des défis importants subsistent. Nous constatons qu'il y a toujours des salles de classe surpeuplées,

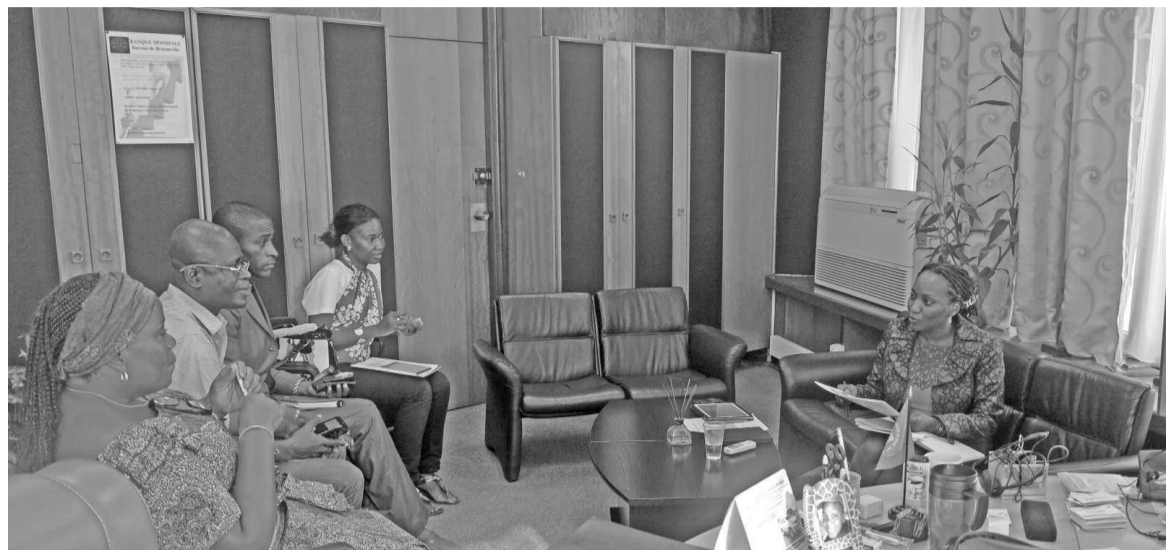
son évaluation et de façon très scientifique.

LDB : Nous étions habitués au financement IDA et maintenant le Congo a accès au financement Bird. Qu'en est-il de la Bird ?

S.D. : La Bird est la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Elle fait partie du groupe de la Banque mondiale destiné aux pays à revenu intermédiaire. Pour le Congo, nous considérons d'après l'évaluation de la Banque mondiale, que le revenu par habitant est d'environ 2.500 dollars, revenu au-delà du seuil de la pauvreté qui est de 1.500 dollars par habitant. Lors de notre assemblée annuelle pour la Banque mondiale, on reçoit le gouvernement pour discuter. Le cas du Congo après une évaluation de sa solvabilité, avait demandé à avoir accès aux ressources Bird. À ce niveau, le volume de financement est beaucoup plus important que celui de l'IDA. Il est octroyé à des pays sous forme de prêt mais sur une longue durée et avec des taux d'intérêt beaucoup plus faibles que ceux du marché international. C'est une opportunité importante pour le Congo parce que cela lui permettra de financer des investissements structurants, des infrastructures, etc.

LDB : Qu'est-ce qui a occasionné ce changement que le Congo, considéré pays pauvre, soit déclaré pays à revenu intermédiaire ?

S.D. : Le Congo a connu un taux de croissance soutenu et les réserves fiscales sont très positives (5 milliards de dollars), assez considérables, ce qui peut protéger le pays contre un éventuel choc pétrolier. Le niveau de la dette est aussi bas depuis l'atteinte du point d'achèvement en 2010, le niveau de la dette représentant 25% du PIB. Avec les nouvelles réformes entreprises, notamment le nouveau code des marchés, la gouvernance du pays, particulièrement dans un contexte où le budget est très important de



L'interview dans le bureau de la représentante de la Banque mondiale, crédit photo Adiac

ments beaucoup plus importants.

LDB : Quels sont les défis qui subsistent afin que le Congo devienne pays émergent ?

S.D. : Le Congo a connu un taux de croissance de plus de 5% depuis plus de 5 années malgré le contexte international morose. Le taux d'inflation est maîtrisé. De façon générale, les fondamentaux de l'économie congolaise sont solides. Cependant pour qu'un pays puisse prétendre être un pays émergent, il y a encore des défis à relever notamment le plus essentiel est celui de la pauvreté (46% de la population vit avec moins d'1 dollar par jour). Ce taux de pauvreté est à mettre aussi en relation avec le chômage. Nous vivons un paradoxe dans le pays. Nous pensons qu'il faut créer des emplois pour résorber ce problème de pauvreté. Aussi la meilleure façon est de permettre un tissu de PME et PMI solides à mettre en place. Cela rejoint la question du climat des affaires qui au Congo n'est pas des meilleurs. Beaucoup de contraintes sont rencontrées par des gens lorsqu'ils veulent créer leurs entreprises. Aussi, la croissance n'est pas inclusive, elle est tirée par le pétrole qui domine l'économie, qui malheureusement, est volatile et ne génère pas d'emplois. De façon générale, la diversification de l'économie est absolument essentielle. Le Congo a un potentiel pour le faire surtout dans l'agriculture, la forêt. Les secteurs qui sont porteurs dans l'industrie légère sont d'autres défis, ajouté à la question de l'accès à l'électricité, à l'eau. Malgré les investissements importants dans ce dernier secteur, les foyers, les entreprises n'en bénéficiaient pas. S'agissant de l'électricité, nous souffrons toujours de coupures de courant qui rendent les entreprises non compétitives car cela alourdit les charges de production et affecte tous les secteurs de l'économie, la société et les conditions de vie. Je crois que le gouvernement est conscient de cela. Enfin, des réformes ont été mises en place mais elles nécessitent d'être accélérées et renforcées.

LDB : Pourquoi le secteur pétrolier ne génère-t-il pas assez d'emplois ?

S.D. : Parce que c'est un domaine assez technique où on n'a pas besoin de beaucoup de ressources humaines. Il y a toute une infrastructure industrielle qui est mise en place. Le gros problème avec le

« Pour le Congo, nous considérons d'après l'évaluation de la Banque mondiale, que le revenu par habitant est d'environ 2.500 dollars, revenu au-delà du seuil de la pauvreté qui est de 1.500 dollars par habitant. »

pétrole est que c'est un produit volatile et pas éternel.

LDB : Pourquoi ne peut-il pas y avoir diversification dans le domaine du pétrole ?

S.D. : Au niveau du plan national de développement, il est prévu une grappe mine, où le sous-secteur pétrole est retenu, dans le sens où cette branche peut conduire le pays sur une base industrielle. La diversification ne signifie pas d'abandonner le secteur pétrolier. Tout le pétrole est exporté ailleurs de façon brute alors qu'il y a possibilité d'exploiter tout sur place et d'exporter un produit fini. Comme cela on pourra bénéficier des valeurs ajoutées dans la chaîne de production.

LDB : Concernant la diversification économique, l'aide de la Banque mondiale ne va-t-elle s'arrêter qu'à l'expertise ?

S.D. : La diversification est importante car le Congo a d'autres atouts, tels que dans l'agriculture avec 10 millions d'ha de terre arable et pour le moment, on ne cultive environ que 10% de ces terres.

C'est la même chose pour la forêt où le Congo possède 22 millions d'hectares. Ainsi l'agriculture me paraît absolument importante car elle permettrait de lutter contre la pauvreté et en même temps d'avoir une sécurité alimentaire, une autonomie de lutter contre la malnutrition. Et il me semble être un secteur où le Congo a du potentiel qu'il n'exploite pas. C'est la même chose pour le tourisme, les techniques de communications ; aujourd'hui la connexion Internet reste peu accessible. La Banque mondiale n'accompagne pas seulement le Congo en besoins de formation mais aussi dans le management notamment avec l'accès au crédit. Il faut refaire l'entreprenariat congolais, il faut le créer. On doit arriver à de nouveaux types d'entrepreneurs. La meilleure façon de tuer les PME-PMI c'est de ne pas payer sa facture lorsqu'elle a effectué son service. Je pense que l'on ne peut plus avoir d'emploi à la fonction publique. Il faudrait que les Congolais apprennent à créer leur propre structure. Et à l'État d'honorer son engagement de payer sa facture pour les encourager à continuer d'entreprendre.

LDB : Que pensez-vous du forum Build Africa qui se tiendra du 3 au 7 février ?

S.D. : Le Congo a connu un grand déficit en infrastructures depuis des décennies et cette situation constitue un gap pour son développement. Je crois que c'est une bonne chose que le Congo puisse investir de l'argent pour améliorer ses infrastructures car cela est fondamental pour impulser le développement économique. Seulement, c'est quelque chose pour lequel le gouvernement doit faire attention afin que ses investissements soient de qualité, c'est-à-dire dans le choix de l'investissement. Ce forum donne de la visibilité au Congo et il est important d'attirer des investisseurs pour aider le Congo à construire des infrastructures adéquates.

Propos recueillis
par Nancy France Loutoumba

« La croissance n'est pas inclusive, elle est tirée par le pétrole qui domine l'économie, qui malheureusement, est volatile et ne génère pas d'emplois. »

des infrastructures scolaires qui sont dans un état catastrophique, etc. Notre projet Praebase a eu une contribution avec 9.000 salles de classes réhabilitées, plus de 8.000 enseignants formés et nous avons distribué plus de 3 millions de livres. C'est un projet qui a eu un certain impact, mais nous sommes en train de l'évaluer. Ce qui est important pour la banque est que lorsque nous menons un projet, c'est pour le gouvernement. Le projet a pris fin le 30 juin 2013, ce qui est essentiel pour nous c'est

près de 4 milliards de dollars, il est important que les passations de marché se fassent en toute transparence. On n'octroie pas des marchés à des amis. Les perspectives économiques sont très positives notamment le développement des secteurs qui sont hors pétrole, tel les mines, l'agriculture. C'est l'ensemble de ces facteurs qui nous ont permis de dire que le Congo a des potentialités et qu'il pourrait donc accéder à cette fenêtre Bird qui devrait lui permettre d'avoir des finance-

COURS DU MARCHÉ

Le prix du maïs fait grincer les dents

De nos jours, le maïs est devenu la première céréale mondiale devant le riz et le blé. Il est cultivé dans plus de cinquante pays des cinq continents. Consommateur de maïs, le Congo ne compte pas parmi les plus grands producteurs de cette céréale.

Le maïs en quelques mots

Le maïs est une plante tropicale annuelle originaire d'Amérique. Il a été découvert par Christophe Colomb. Riche en protéines, en fer, en calcium et en fibres..., le maïs est principalement utilisé dans l'alimentation animale et humaine, dans les industries agroalimentaires. Très polyvalent, il se consomme sous de multiples formes. Doux, avec de beaux grains blancs à la texture fine et croquante, il est exclusivement destiné à l'alimentation humaine. Il peut être mangé en entier sur épi, congelé, en conserve, ou soufflé, ainsi qu'en grains dans les salades. Réduit en farine, il sert de base à des bouillies ou des galettes. Le pop-corn est du maïs éclaté. Les résultats d'une étude épidémiologique ont démontré que la consommation des grains entiers diminuerait les risques de maladies cardiovasculaires, de diabète, de certains cancers et d'obésité.

Une ressource incontournable pour l'élevage des animaux

Le maïs est un véritable pilier de l'alimentation animale et un gage de qualité des viandes produites. Le maïs grain ou fourrage est apprécié par les éleveurs pour son apport énergétique élevé. C'est ce qui explique le besoin en maïs exprimé par le Congo en 2013 : 80 000 tonnes de maïs uniquement pour la fabrication d'ali-

ments de bétail. « Le maïs constitue l'ingrédient essentiel dans la fabrication d'aliments de bétails. Il y entre à hauteur de 60 ou 70%. La couverture nationale ne pouvant pas répondre à cette forte demande, une bonne partie du produit a été importée », a indiqué le directeur de la commercialisation des produits agricoles, Ambroise Loufouma. « Certes, la qualité des produits issus d'animaux élevés au maïs n'est plus à démontrer, mais le prix du quaker sur le marché, 400 FCFA, ne nous arrange pas du tout », s'est plaint un fermier.

Les grands bassins de production

Bien que le maïs soit disponible sur toute l'étendue du territoire congolais, il existe cependant des grands sites de production, qui influent sur son prix : le Pool Nord (Ngabé, Mbé, Inoni et Imvoumba), Ewo dans la Cuvette centrale, et la Likouala. À ces grands bassins s'ajoute celui de Malolo, dans le département du Niari, exploité depuis l'an dernier par les Sud-Africains. « L'État leur a accordé des terres par concession. Sur une exploitation de 60 hectares mise à leur disposition, ils ont pu produire 2 300 tonnes de maïs l'année dernière. S'ils pouvaient exploiter toute la superficie demandée, on atteindrait un tonnage important », a regretté le directeur de la commercialisation. Notons que la production annuelle issue de toutes ces zones de production est estimée à moins de 20 000 tonnes. Cette faible capacité de production ne permet pas de répondre aux besoins annuels estimés à 100 000 tonnes. « Pour couvrir les besoins, nous importons une très grande partie de la RDC », a-t-il ajouté. En



raison de la fraude qui gangrène ce trafic, les données sont presque indisponibles.

Mode de distribution et difficultés rencontrées

Brazzaville est la principale destination du produit. L'avenue de la Reine-Ngalifourou à Ouenzé, dans le cinquième arrondissement, constitue le principal point de chute et d'approvisionnement. On peut aussi citer d'autres petits points de vente tel que le marché du lycée Thomas-Sankara, le nouveau marché du pont de Mikalou, le terminus Mikalou et la Tsiémé. Faute d'espaces appropriés dans les marchés pour décharger leurs marchandises, les grossistes ont tendance à créer des sites informels et occasionnels leur permettant d'écouler rapidement leurs produits.

« Il y a des tas de maïs en épi pour 250 et 500 FCFA. Ces prix sont fixés en fonction des dépenses effectuées : prix d'achat de la marchandise quantifiée dans un véhicule marque 4X4, 100 000 FCFA. Le prix de la course varie entre 90 000 ou 120 000 FCFA selon la distance », a expliqué un grossiste qui a requis l'anonymat. « Sur la route vers Brazzaville, on peut perdre 10 000 voire 15 000 FCFA exigés par les agents de la sécurité routière. Les 7 000 FCFA que je

paye au propriétaire de la parcelle qui me sert au commerce fait partie des dépenses », a-t-il ajouté. C'est sur ces marchés particuliers que revendeurs et consommateurs de Moungali, Poto-Poto, Bacongo, Mfilou, Makélékélé ou Madibou s'approvisionnent.

L'assistance de l'État aux producteurs

La politique du gouvernement consiste à apporter de l'encadrement, de l'équipement à travers la création de centres de mécanisation et l'acquisition de tracteurs. Dans le cadre de la politique relative à la sécurité alimentaire, le gouvernement dote les acteurs de semences de bonne qualité. Ceci, grâce aux partenariats signés avec le Centre de recherche agronomique de Loudima. « Ce que nous faisons n'est peut-être pas suffisant, mais nous nous sommes engagés à donner des facilités aux gens qui s'intéressent à l'agriculture », a conclu Ambroise Loufouma.

En attendant d'arriver à une production maximale, nombreux sont les Congolais qui continuent à considérer le maïs comme un aliment de luxe. Surtout en raison de sa rareté sur le marché. Avis aux acteurs et décideurs concernés.

Lopelle Mboussa Gassia

OFFRE D'EMPLOI

AMBASSADE DES ETATS-UNIS, BRAZZAVILLE
NUMERO D'ANNONCE : 001/2014

OFFRE D'EMPLOI pour le poste de: Agent de Sécurité
Grade du Poste : FSN-02 (Grille salariale des agents de sécurité de l'Ambassade des Etats-Unis)

DATE D'OUVERTURE: jeudi 02 janvier 2014;

DATE DE CLOTURE: jeudi 16 janvier 2014

Nature du contrat : Contrat à Durée indéterminée (CDI), après la période probatoire (période d'essai).

L'Ambassade des États Unis à Brazzaville recherche trois (3) individus ayant un diplôme d'études secondaires (BEPC), un niveau acceptable de la langue anglaise ainsi que les compétences professionnelles requises pour travailler dans le département de la sécurité. Les intéressés (ées) auront entre autres tâches: d'assurer la surveillance, la sécurité et la protection des propriétés et du personnel du gouvernement américain. Les intéressés (ées) exécuteront également d'autres tâches sur instructions de leur superviseur respectif. Un test est prévu, pour les candidats qui seront présélectionnés. Les candidats dont les dossiers ne seront pas retenus pour ce test ne seront pas contactés.

Pour postuler, prière de visiter notre site internet:

<http://brazzaville.usembassy.gov/job-opportunities.html>.

Pour de plus amples informations concernant cette offre d'emploi, prière de contacter le bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants : 06-612-2073 / 06-612-2133 / 06-612-2143 / 06-612-2109

Par courrier électronique (E-mail) à l'adresse suivante : BrazzavilleHR@state.gov

Veillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement.

N.B : LES DOSSIERS DEVRONT ETRE COMPLETS, LES DOSSIERS INCOMPLETS NE SERONT PAS ACCEPTES ET SERONT DONC REJETES.

Merci de votre intérêt et Bonne chance!

APPEL DU COMITÉ DE SOUTIEN À MADAME LE MAIRE DE BOKO À L'OCCASION DE L'INAUGURATION DE L'ESPACE VERT « Boko Eden Park »

Bokotoises, bokotois, chers compatriotes

Le travail d'assainissement abattu par madame le maire en ci-peu de temps, assainissement dont elle a fait son cheval de bataille, mérite non seulement les félicitations, mais aussi et surtout encouragements afin qu'elle aille de l'avant. Les faits parlent d'eux-mêmes, tel « Boko Eden Park »

Qui aujourd'hui fait la fierté de tous les bokotois. Certes, il ya encore beaucoup à faire mais ce n'est qu'un début, le chantier est vaste. Pour qu'elle puisse aller de l'avant, madame le maire a besoin de notre concours, de notre soutien indéfectible et multiforme, notamment moral. Madame le Maire est une maman brave, travailleuse et pleine d'initiatives, pour s'en convaincre, nous vous invitons d'aller visiter ses vergers et ses exploitations maraîchères dans son domaine privé sis à yenge, à 300 mètres de Loukougou en allant vers Nsinga Banana ; faites le saint thomas, vous serez agréablement surpris ; un exemple à suivre.

Pour votre information, il sied de signaler que ses verges et exploitations maraîchères existent depuis bientôt 20 ans, autrement dit bien avant sa nomination à la tête de la communauté urbaine de Boko, qui n'est intervenue qu'il ya à peine trois(3) ans et, dans la foulée, quelques postes d'emplois créés. Bravo maman Milongo.

L'assainissement augure déjà de bonne perspective d'avenir, pour preuve 50 postes d'emplois sont déjà créés à la mairie ou les jeunes travaillent assidument. Une autre façon de participer au chemin d'avenir si cher à son excellence Denis Sassou N'Guesso, président de la République, chef de l'État.

Voilà pourquoi, le comité de soutien à madame le Maire appelle les résidents du district en général et ceux de Boko centre en particulier de soutenir massivement maman Milongo Laurentine dans toutes ses entreprises pour le devenir de Boko. Ainsi la communauté urbaine, vitrine de notre district deviendra une commune à part entière, une municipalité analogue à celle de Brazzaville ou de Pointe Noire, où le Maire sera assisté d'un conseil municipal. C'est le but que s'est assignée madame le Maire. C'est le combat qu'elle mène en solitaire en étant que maman pour le bien-être des ses petits fils et filles, bref, pour les générations futures. Bokotoises, Bokotois de la diaspora accompagnons la dans tous ses efforts.

En passant et pour rappel, nous vous signalons que le service d'hygiène de la Mairie sera bientôt opérationnel pour le contrôle relatif à la salubrité de notre ville. Ainsi il est demandé à tout un chacun d'assainir le devant et l'intérieur de sa parcelle particulièrement les latrines et les douches mal entretenues et qui sont à l'origine de plusieurs maladies la désinfection de nos puits d'eau ; nos chiens qui errent çà et là doivent être attachés ou tenu en laisse ; une autre façon de témoigner notre solidarité et notre soutien à la première dame de notre ville. En de manquent, nous vous prévenons que le service d'hygiène sera impitoyable pour les amendes.

Rejoignez-nous, contactez-nous pour de plus amples informations comité de soutien à madame le Maire de Boko. Tel : 06 882 86 08

Idées-forces sujet en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

□ « C'est un peu réducteur que de dire que les Chinois achètent des matières premières et vendent des produits manufacturés. Ils font beaucoup d'autres choses. »

Christine Lagarde, directrice générale du FMI, entretien sur RFI le 14 janvier 2014, au sujet de la présence chinoise en Afrique.

□ « Le journal, ce n'est pas un compte rendu martial qu'on lit la tête baissée, tout en étant raide. »

Jean-Claude Kakou, journaliste congolais, dans le N°001/2013 du Dream magazine

□ « La communication ne concerne pas seulement ce que vous voulez dire aux autres. Il s'agit d'une communication à double sens. »

Wang Gangyi, président et rédacteur en chef de Beijing Review, dans Chinafrique de juillet 2012.

□ « Trop souvent l'homme politique effectue son mandat en agissant comme si une fois celui-ci terminé, sa famille et lui-même devaient se retrouver en danger de mort. »

Rodrigue Malanda Samba, président de l'Action permanente pour le Congo (APC), le 11 janvier à Paris (article publié dans Les Dépêches de Brazzaville du 14 janvier 2013).

□ « L'Afrique accélère son rythme d'intégration et a besoin d'infrastructures transfrontalières. »

Zhang Zhongxiang, directeur adjoint du centre d'études africaines de l'Université normale de Shanghai, dans Chinafrique de juillet 2012.

□ « La croissance seule ne fait pas pour autant le développement. L'entrée de l'Afrique dans une ère de croissance forte ne la met pas à l'abri des soubresauts politiques et sociaux. »

Radhi Meddeb, président fondateur de l'association Action et développement solidaire, le 03 janvier 2013 dans jeune Afrique.

DROITS DE L'HOMME

La Fécodho demande l'ouverture d'une information judiciaire sur le cas Samson Mougoto

Dans une lettre ouverte datée du 16 janvier, adressée au garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits humains, la Fédération congolaise des droits de l'homme (Fécodho) proteste contre la pratique de la torture en République du Congo

L'ONG présidée par Céphas Germain Ewangui s'est appuyée sur le cas Samson Mougoto. Né le 20 janvier 1971 à Impfondo et père de trois enfants, ce citoyen de nationalité congolaise a, d'après la Fécodho, suite aux actes de tortures subis, perdu l'usage de ses mains sans que les tortionnaires ne soient même inquiétés. « La Fécodho qui, d'ailleurs, a été informée que le suspect voleur a été retrouvé, exige que le gouvernement, par votre biais et les structures habilitées, prenne les mesures qui s'imposent, comme dans tout État qui se veut de droit. Il s'agit, entre autres, d'assurer une prise en charge complète, y

compris l'indemnisation conséquente de Samson Mougoto ; ouvrir une information judiciaire et une enquête administrative pour établir les responsabilités des uns et des autres avec les conséquences juridiques, judiciaires et administratives qui s'imposent », a-t-elle écrit.

En effet, selon cette plate-forme des organisations de la société civile congolaise spécialisées en matière de promotion et protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, Samson Mougoto avait été arrêté par trois policiers à la direction de MTN, l'accusant, « à tort », d'être complice d'un vol de lap-top (ordinateur portable). Ils l'avaient par la suite conduit au commissariat de Diata, en dépit de l'insistance du présumé voleur qui avait insisté qu'il soit conduit au commissariat de la coupole, très proche de

là où il avait été arrêté.

« Ils ont décidé de me conduire à Diata après m'avoir extorqué mes 40.450 FCFA sur les lieux, jamais remboursés. J'ai été déshabillé, conduit dans un couloir pour déboucher dans une cour vide, aménagée avec une table, une barre de fer pour la torture. J'ai vécu des scènes terribles, maintenant, je ne suis même plus capable de me laver, j'ai perdu l'usage de mes mains », peut-on lire du témoignage de la victime, repris par Céphas Germain Ewangui.

Outre la lettre d'indignation et de protestation contre la pratique de la torture au Congo au « mépris des lois nationales et des conventions internationales », la Fécodho a aussi lancé un appel à l'application de la convention des Nations unies contre toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme au Congo.

Parfait Wilfried Douniama

Les Brèves du monde

Burkina Faso : une nouvelle démission au sein du parti au pouvoir

Le parti burkinabè du Congrès pour la démocratie (CDP, au pouvoir) est à nouveau ébranlé par une défection. Le député Victor Tiendrébéogo, dit "le larlé naaba tigré", a remis sa démission au secrétariat exécutif national. Dans la droite ligne des défections qui ont secoué le parti présidentiel depuis quelques semaines, le lâchage de Tiendrébéogo, également ministre du Mogho Naaba, chef des Mossi, vient à nouveau ébranler le camp au pouvoir. Ce dernier perd ainsi non seulement un député de son groupe à l'Assemblée nationale mais aussi une partie du soutien précieux de la chefferie coutumière, alors que l'opposition appelle à une grande journée de protestation nationale samedi 18 janvier. Le 4 janvier, 75 membres du CDP, avaient démissionné avec fracas, furieux d'avoir été mis sur la touche depuis plusieurs années. Parmi eux, des ténors de la vie politique burkinabè : Salif Diallo, Roch Marc Christian Kaboré ou encore Simon Compaoré. Soucieux de ne pas perdre la face, le CDP avait répliqué avec un communiqué qualifiant ces faits de « non-événement ».

Centrafrique : l'ONU craint un génocide

Lors d'une conférence de presse jeudi à Genève, John Ging, le chef des opérations humanitaires de l'ONU, a averti que tous les éléments étaient réunis pour un génocide en Centrafrique, appelant la communauté internationale à se mobiliser davantage pour stabiliser ce pays. « Tous les éléments sont réunis pour qu'il y ait un génocide en Centrafrique », a averti, le 16 janvier, John Ging, lors d'une conférence de presse à Genève, appelant à une large mobilisation humanitaire et militaire et une stabilisation politique. Le chef des opérations humanitaires de l'ONU revenait d'une mission de cinq jours à Bangui.

France TV info : deux films d'animation français dans la course aux Oscars

On connaît désormais les noms des films, réalisateurs, acteurs et actrices qui concourront lors de la 86e cérémonie des Oscars, le 2 mars prochain à Hollywood. L'Académie des Arts et des Sciences du Cinéma a annoncé les nominations dans les neuf catégories, jeudi 16 janvier. American Bluff et Gravity font figure de favoris dans la course aux statuettes, avec dix nominations chacun, suivis de près par 12 years a slave, en lice dans neuf catégories. Parmi les autres films en compétition, figurent Capitaine Phillips, Dallas Buyers Club et Nebraska, six nominations chacun, ainsi que Her et Le loup de Wall Street, cinq nominations. Et il y a aussi deux films d'animation coproduits par la France : Ernest et Célestine et Moi, moche et méchant 2.

Syrie : les combats entre rebelles et djihadistes s'enveniment

Ils étaient auparavant alliés dans leur lutte contre le régime de Bachar Al-Assad. Rebelles et djihadistes se livrent depuis le 3 janvier un combat sanglant, ayant fait plus de 1.000 morts – en grande majorité des combattants – ces deux dernières semaines, a indiqué, jeudi 16 janvier, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Parmi les 1.069 morts figurent 608 rebelles, 312 membres de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL, affilié à Al-Qaïda), et 130 civils. Parmi les 130 civils tués, 21 ont été exécutés sommairement dans un hôpital pour enfants à Alep dont les djihadistes se servaient comme base. La majorité des autres civils sont morts dans des échanges de tirs ou des attentats commis par l'EIIL. S'agissant des rebelles tués, 99 ont été exécutés par l'EIIL. Les rebelles ont exécuté de leur côté 56 membres de l'EIIL qu'ils détenaient, toujours selon l'OSDH.

Pape François : « La pédophilie est la honte de l'Église »

Le pape François a fustigé les « nombreux scandales », une « honte » qui fait de l'Église un objet de « dérision », au moment où un comité de l'ONU se penche à Genève sur la réponse donnée par le Vatican aux crimes pédophiles. « Avons-nous honte ? Tant de scandales que je ne veux pas mentionner individuellement, mais que tout le monde connaît ! », s'est exclamé le pape François lors de la messe matinale à la résidence Sainte-Marthe, jeudi 16 janvier, dans une allusion transparente aux crimes de pédophilie, mais aussi de corruption.

Tiras Andang

BONNE ANNÉE - 2014

**POUR VOS CADEAUX
EN PEINTURE, SCULPTURE,
CÉRAMIQUE ET VASES MURAUX :
UNE SEULE ADRESSE :
LE MUSÉE GALÉRIE
DU BASSIN DU CONGO**

**LE MUSÉE DU BASSIN DU CONGO
SIS DANS L'ENCEINTE
DES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE**

airtel VOUS **souhaite**
une **Bonne & Heureuse**
année

2014

Christine Opiy




airtel
Le réseau qui
nous unit

CRISE CENTRAFRICAINE

Un soldat congolais de plus trouve la mort à Bangui

Le caporal-chef Haminel Morel Ngakoua est décédé le 8 janvier à Bangui, République centrafricaine, après un accident de la circulation dans la localité de Bossempaté. Sa disparition vient compléter la liste des soldats congolais qui ont déjà péri dans le cadre de la recherche de la paix en Centrafrique.

Depuis le déclenchement de la crise centrafricaine, le 24 mars 2013, le Congo ne cesse de déployer des efforts pour que la paix revienne dans ce pays frère. La recrudescence des violences ces derniers mois a déjà causé la mort de près de 10 soldats congolais (militaires, policiers et gendarmes). Envoyé à Bangui dans le cadre de la Mission de Consolidation de la paix en Centrafrique (Micopax) au mois de septembre 2013, le caporal-chef Haminel Morel Ngakoua a été victime d'un accident de la circulation, le 8 janvier, dans la localité de Bossempaté, à environ 340km de Bangui, alors qu'il s'y était rendu pour une mission de convoyage de véhicules sur cet axe qui relie

Bangui à la ville de Beleko.

Après le rapatriement de la dépouille mortelle au Congo, la Force publique lui a rendu un ultime adieu ce 16 janvier à la caserne militaire du Groupement Para Commando à Brazzaville, en présence de Raymond Zéphirin Mboulou, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, et de Charles Richard Mondjo, ministre à la présidence chargé de la Défense nationale.

Dans l'oraison funèbre lue par le chef hiérarchique du caporal-chef, le colonel Hippolyte Mounongo, commandant du 102e Bataillon aéroporté de la zone militaire de défense n° 1/ Pointe-Noire, a regretté cette disparition au sein des Forces armées congolaises. « *D'une grande élégance vestimentaire et d'une politesse particulière dont seul il avait le secret, il savait, par sa manière de servir, donner satisfaction à ceux qui le commandaient. Tout le 102e Bataillon aéroporté te pleure, tes parents, amis et connaissances te pleurent également. Le sentiment d'éternité est plus que réel. Pour nous tes frères d'armes, nous ne*



Les deux ministres se recueillent devant la dépouille mortelle

t'oublierions jamais », a souligné le colonel Hippolyte Mounongo. Né le 20 janvier 1981 à Mpouya dans le département des Plateaux, le caporal-chef Haminel Morel Ngakoua était détenteur d'un Brevet d'études du premier cycle, obtenu en 1996 à Mpouya. Il s'était engagé dans les Forces

armées congolaises en 2003. Après la formation commune de base au Centre d'instruction de Bilolo à Brazzaville, il avait été affecté à l'Armée de terre pour servir au 102e Bataillon aéroporté de la 10e Brigade d'infanterie de la Zone militaire de défense n°1/

Pointe-Noire. Le caporal-chef Haminel Morel Ngakoua laisse une veuve et 3 enfants. Après les honneurs militaires à Brazzaville, la dépouille mortelle a été transportée à Mpouya où l'inhumation aura lieu le 17 janvier.

Tiras Andang

VIE ASSOCIATIVE

L'AJCC entend intensifier son action en 2014

L'Association des journalistes en changement climatique (AJCC) a réuni ses membres le 16 janvier à Brazzaville. Le but étant la recherche de financement pour consolider les actions retenues pour 2014.

Les axes d'intervention de l'AJCC dans le courant de cette année sont notamment : la mise en place d'un site Internet aux normes internationales ; l'ouverture du centre de documentation sur le changement climatique à un large public et le réaménagement de l'équipe rédactionnelle de Alliance Climat, bimestriel d'information sur l'environnement et le changement climatique.

En réponse à une question stratégique sur le rythme du travail à fournir, Emery Kipoupa, coordonnateur de l'AJCC, a indiqué : « *Les stratégies de collecte, d'actualisation et d'étoffement de nos informations ne sont pas forcément à définir. Le rythme de publication de notre bimestriel pourrait changer en fonction de nos capacités financières, étant donné que nous sollicitons des financements pour imprimer le bimestriel en version papier.* »

Malgré le manque de financement, l'association n'entend pas baisser les bras car son engagement dans le cadre de l'adaptation au changement climatique en République du Congo est « inarrêtable ». Les enjeux sur le changement climatique sont majeurs, aux niveaux national et international. « *L'AJCC désapprouve l'abandon dont elle fait l'objet. Les journalistes avaient été formés par le programme africain d'adaptation au changement climatique ; quoique ce programme a pris*

fin, les promesses de financement faites par rapport aux objectifs de formation n'ont pas été tenues », a expliqué Emery Kipoupa Mandilou, coordonnateur de l'AJCC.

La mise en œuvre de toutes les initiatives de l'AJCC aide le Congo à avoir plus de visibilité au plan international sur les questions d'adaptation et de changement climatique. « *Par exemple, au niveau du Centre Africain pour l'Application de la Météorologie au Développement (ACMAD) le Congo n'était représenté que par la météo nationale. Actuellement et depuis plus de quinze mois l'ACMAD est informé de l'existence d'une association congolaise qui œuvre dans le changement climatique et qui dissémine l'information climatique météorologique* », a-t-il poursuivi.

Pour conforter la perspective 2014 l'AJCC compte négocier des formations de renforcement des capacités auprès des organismes et institutions œuvrant au Congo et en Afrique pour les membres de l'Association. « *Nous continuons de travailler pour l'honneur de notre pays. Nos initiatives doivent impacter ceux des autres pays qui sont engagés dans le même processus, afin que lors des sommets internationaux, on s'inspire même de notre pays. Affirmer et défendre la position d'un pays est un enjeu très important pour attirer les financements des bailleurs. Car les questions sur l'adaptation et le changement climatique sont d'actualité au niveau mondial* », a conclu le coordonnateur de l'AJCC.

Fortuné Ibara

GESTION FONCIÈRE

Des terres africaines auraient été louées ou vendues à des gouvernements étrangers

Malgré les avancées dans la production alimentaire, le nombre de personnes souffrant de la famine dans les pays pauvres d'Afrique a augmenté, selon les chercheurs de l'ONG Oxfam, qui exhortent les donateurs européens et les gouvernements africains à investir davantage dans de petites exploitations agricoles et à inclure la population rurale dans le processus de prise de décision.

Selon le nouveau rapport de l'Association mondiale de lutte contre la pauvreté, plus de 230 millions de personnes, soit un Africain du Sud-Sahara sur quatre, sont sous-alimentées. Ce qui correspondrait à une augmentation de plus de 38% par rapport à il y a 20 ans, ce malgré des améliorations dans les ressources alimentaires et la santé nutritionnelle dans plusieurs pays africains.

Oxfam relève que l'accès aux terres et le sous-investissement dans le secteur agricole maintiennent trop de personnes dans des conditions de pauvreté extrême. Les Organisations internationales qui restent préoccupées par la sécurité alimentaire en Afrique, un continent en croissance rapide, soutiennent les conclusions du rapport. Un organe de recherche de la Commission européenne (CE), va publier un atlas révélant que la dégradation de la terre et du sol menace la production alimentaire en Afrique.

Le directeur de l'équipe de recherche d'Oxfam, Ricardo Fuentes-Nieva, a déclaré : « *Une place de premier plan devrait être davantage accordée au secteur agricole parce que la majorité*

des personnes vivent [...] et obtiennent un salaire. » Et d'ajouter : « *L'Afrique peut produire la nourriture dont elle a besoin pour réduire la faim et améliorer la nutrition, si le secteur agricole reçoit l'aide appropriée grâce à des politiques nationales et internationales.* »

En revanche, le sous-investissement dans la recherche, la formation, l'irrigation et le stockage, entrave la productivité agricole sur le sous-continent, selon certaines études. Fort de ce constat, il faut ajouter le mauvais état des routes qui freine la vente des produits agricoles sur les marchés, ce qui nuit à la lutte contre la faim et aux moyens d'existence des producteurs. Selon l'OCDE, 4,9% des 100 milliards d'euros de l'aide mondiale au développement ont été alloués au soutien de la production agricole en 2011.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a demandé un accroissement des investissements agricoles dans les pays en développement pour créer des emplois et nourrir la population subsaharienne, qui pourrait passer de 860 millions aujourd'hui à près de 2 milliards d'ici 2050. Elle note que la production agricole moyenne mondiale a chuté depuis les années 1960, et que les menaces contre la qualité des terres et de l'eau douce pourraient annuler davantage les progrès réalisés dans la production agricole. L'Afrique subsaharienne compte 31% de personnes sous-alimentées, contre 29% au début du siècle. Des chercheurs de la CE craignent que de plus en plus de

terres africaines soient utilisées pour la production de cultures destinées à l'exportation et non à la consommation locale.

Le point de vue d'Oakland Institute

Ce groupe de réflexion basé en Californie estime que des terres africaines de la taille de la France ont été louées ou vendues à des gouvernements étrangers ou à des investisseurs depuis 2008 pour exporter des matières premières et du biocarburant. L'Institut souligne que le déplacement et les moyens de subsistance affectés deviennent des sources sérieuses d'inquiétude internationale.

En effet, certains gouvernements africains qui comptaient sur des investisseurs pour créer des emplois et des revenus, ont reconnu que les transactions foncières nuisent aux petits agriculteurs en les éloignant des terres fertiles ou en minant leurs réserves d'eau. Plusieurs gouvernements africains sont en train de revoir leurs politiques de locations de terres agricoles.

Pour Oxfam, qui prépare un rapport sur l'appropriation des terres par des étrangers, indique que la faible gouvernance en Afrique était partiellement responsable des locations des terres et des investissements inadaptés dans l'agriculture, malgré le rôle important de l'agriculture dans l'emploi rural et la croissance économique. En effet le secteur rural n'est pas représenté dans le processus de décision.

Noël Ndong



Assurances et Réassurances du Congo

40^{ème} ANNIVERSAIRE 1973 - 2013



Soyez rassurés, vous êtes bien assurés

Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 01 40 87 - A Pointe-Noire : 222 94 12 90 - Et chez tous nos agents généraux

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67 www.arc-congo.cg

AMIC Télécom

Fournisseur d'accès Internet

Installez l'internet + un routeur Wifi à **149,000 FCFA** gagnez 1 mois gratuit de connexion haut débit de 512 Kbps.

Direction Général Immeuble CNSS / 1er étage Brazzaville - Congo
 Tel: 05 545 07 60 / 06 950 53 02 / 06 888 81 81 / 01 888 81 81
 Email: Support@amc-telecom.com




Ordinateur portable HP COMPAQ

- Processeur Intel Dual Core à 2.4 GHz
- Mémoire RAM 4 Go
- Disque dur de 500 Go
- Ecran panoramique 15.6"
- Garantie 1 an

+ 1 sac offert



225.000 FCFA HT

Mis en paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
 PONTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Raccal - Tel: 04 463 63 63 - 06 953 87 89




Promo de Décembre en consos Canon

Toner CEXV 18 pour Canon IR1018/IR1020/IR1022/IR1024

à 19 500 FCFA



Toner CEXV 5 pour Canon IR1600/IR1610/IR2000/IR2010

à 29 900 FCFA



Toner CEXV 7 pour Canon IR1210/IR1230/IR1330/IR1370/IR1510/IR1530/IR1570

à 8 950 FCFA



Prix HT, paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60



HSIET CONGO DEVELOPPEMENT

Tel: 06 699 3688 / 06 600 8865, Adr: 1593 Avenue 3 Martyrs Batignolles Brazzaville, arrêt bus papa gaz



1 400 000F TTC



23 500 000F TTC



2 000 000F TTC



32 900 000F HT



41.200 000F HT

Tracteur HOWO 375CV Avec Remorque conteneur

* Stock disponible à Brazzaville TTC

* S.A.V. et Suivi en permanence

* GARAGE professionnel à MAFOUTA

* Pièces d'origine usine garantie

VENTE ENTRETIEN PIECE DE RECHANGE REPARATION

CRISE AU SOUDAN DU SUD

Ban Ki-moon et Médecins sans frontières préoccupés du nombre croissant de victimes

Alors que de violents combats se poursuivent entre les partisans de Riek Machar, le vice-président limogé, et l'armée gouvernementale, le secrétaire général des Nations unies et Médecins sans frontières (MSF) ont exprimé leur inquiétude en raison du bilan des morts qui ne cesse de s'alourdir dans le pays, depuis le début du conflit, il y a un mois.

Dans un communiqué, le secrétaire général a dit être « inquiet du nombre croissant de victimes dans les conflits continus au Soudan du Sud », incluant les décès de plus de deux cents civils morts noyés dans le naufrage de leur bateau alors qu'ils fuyaient les combats à Malakal, capitale de l'État du Haut-Nil. « Il est aussi profondément inquiet de l'augmentation du nombre de personnes déplacées, qui s'élève cette semaine à 400 000, et des défis auxquels font face les travailleurs humanitaires pour fournir une assistance et sauver des vies », a précisé le communiqué.

Ban Ki-moon a appelé toutes les parties en conflit à cesser immédiatement les hostilités et les a exhortées à poursuivre les négociations de paix. Il a condamné la réquisition de véhicules humanitaires et le vol de stocks de denrées alimentaires et d'articles de première nécessité par les deux forces impliquées dans les combats. « Il a rappelé que les per-

sonnes menant des attaques contre les civils, les travailleurs humanitaires et le personnel de l'ONU seront tenues pour responsables, et que les Nations unies continueront à protéger activement les civils en toute impartialité », a souligné le communiqué.

De son côté, MSF appelle également toutes les parties au conflit à respecter l'intégrité des infrastructures médicales afin de permettre aux organisations d'aide d'accéder aux communautés affectées et aux patients de recevoir un traitement médical, quelle que soit leur origine ou leur appartenance ethnique. LONG indique avoir soigné 116 personnes blessées par balle dans les villes de Malakal et de Nasir, dans l'État du Haut-Nil.

Selon MSF, les structures de santé existantes au Soudan du Sud peinent à répondre à la forte demande en soins médicaux des personnes déplacées, et certaines cliniques et hôpitaux sont totalement débordés. L'organisation est

en train de renforcer ses équipes d'intervention d'urgence sur place afin de répondre aux besoins croissants en matière d'aide humanitaire et de santé.

« À cause des combats des derniers jours à Malakal, nous avons beaucoup de mal à nous rendre dans les endroits où les personnes déplacées se sont réfugiées. Les combats empêchent également l'accès à l'aide médicale et humanitaire pour les personnes qui en ont désespérément besoin, explique Raphaël Gorgeu, le chef de mission MSF au Soudan du Sud. Bien que nous continuions tous les jours à traiter les blessés qui affluent dans nos hôpitaux, nous sommes inquiets concernant les conditions de vie des centaines de milliers de personnes déplacées à travers le pays qui, pour la plupart, ont dû tout abandonner lorsqu'ils ont fui leurs maisons et n'ont que très peu de nourriture, d'eau ou d'accès aux soins médicaux. »

Ces dernières semaines, les équipes d'intervention d'urgence



Ban Ki-moon

de MSF ont approfondi leur réponse d'aide aux personnes déplacées dans les États d'Awerial et des Lacs ainsi que dans la capitale, Juba. Elles ont également commencé à apporter de l'aide aux déplacés fuyant Bentiu en direction de Leer, dans l'État d'Unité ; à Nasir et Malakal dans l'État du Haut-Nil ; à Lankien dans l'État du Jonglei ; ainsi qu'à Nimule dans l'Équatoria Oriental, sur la frontière ougandaise. En dehors du pays, les équipes de MSF appuient les ministères de la Santé kenyans et ougandais qui offrent des services médicaux et d'approvisionnement en eau potable aux réfugiés. Une équipe supplémen-

taire est en train d'évaluer les besoins en Éthiopie.

Parallèlement, les équipes de MSF au Soudan du Sud continuent à gérer les quinze projets déjà en place avant la crise, situés dans neuf des dix États du pays. Au cours du mois dernier, les équipes de MSF ont effectué 41 899 consultations, admis 1 628 patients dans leurs établissements médicaux, effectué 282 opérations chirurgicales, procédé à 852 accouchements et traité 655 blessés de guerre. Cinquante tonnes d'équipements médicaux et logistiques ont été distribuées aux projets de MSF.

Nestor N'Gampoula

CENTRAFRIQUE

L'Union africaine appelle les pays des Grands Lacs à renforcer la Misca

Le représentant spécial de l'Union africaine (UA) pour la région des Grands Lacs, Boubacar Diarra, a demandé aux dirigeants régionaux réunis en sommet à Luanda le 15 janvier de renforcer la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca) pour y ramener la paix. « La Commission de l'UA [...] voudrait en appeler à votre conférence pour permettre à la Misca de déployer toutes ses capacités et de contribuer, avec l'opération militaire française Sangaris, à stabiliser définitivement la situation », a déclaré Boubacar Diarra.

« Elle en appelle à votre autorité pour donner les moyens à la Misca, dont les effectifs ont été projetés à six mille hommes, de poursuivre son mandat en toute sérénité », a-t-il ajouté. La force africaine en Centrafrique compte actuellement 4 500 hommes, et l'organisation panafricaine s'emploie à ce qu'elle atteigne les effectifs envisagés. La France, quant à elle, a envoyé depuis début décembre 1 600 soldats dans le cadre de l'opération Sangaris.

Même si l'appel de l'UA n'a pas été aussitôt suivi d'engagement concret, on espère que les pays de la région vont agir rapidement aux côtés des États d'Afrique centrale ou d'autres sous-régions pour fournir des troupes afin de ramener la paix dans ce pays meurtri par des violences intercommunautaires.

Dans leur déclaration de clôture du sommet, les chefs d'État et de gouvernement ont exhorté l'UA et ses partenaires à renforcer la mission pour la stabilisation de la République centrafricaine en lui fournissant des ressources et l'appui logistique. Ils ont aussi félicité les États membres qui ont contribué aux troupes de la Misca.

Le président angolais José Eduardo dos Santos a indiqué que son pays, qui assure dorénavant la présidence de la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs, allait « appuyer le processus de pacification et de transition vers la démocratie » en RCA, mais aussi concentrer son aide dans le domaine humanitaire.

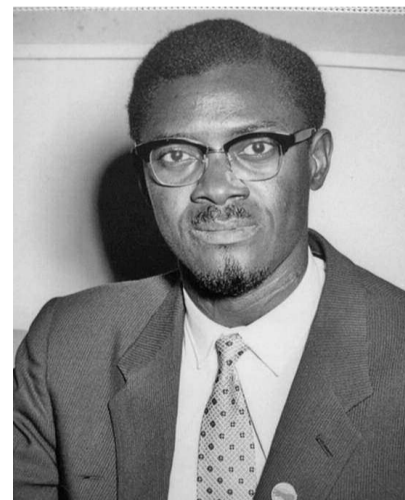
La situation qui prévaut au Soudan du Sud a retenu également l'attention du chef de l'État angolais. À ce sujet, il a affirmé qu'un accord de cessation des hostilités devrait être signé dans les plus brefs délais grâce à une médiation de l'UA. « Chacun d'entre nous doit en premier lieu s'efforcer de garantir la sécurité, la paix et la stabilité politique dans son propre pays », a conclu José Eduardo Dos Santos.

N.N'G.

RDC

Une journée de prière en mémoire de Laurent-Désiré Kabila et de Patrice Lumumba

À l'occasion de la commémoration des assassinats, en 1961, de Patrice Lumumba et, en 2001, de Laurent-Désiré Kabila, une messe d'action de grâce a été célébrée le 16 janvier à la paroisse Saint-Esprit de Mougali. L'ambassadeur de la République démocratique du Congo (RDC) au Congo, Christophe Muzungu, a ensuite offert un apéritif à plusieurs membres de la communauté venus des quatre coins de Brazzaville.



Patrice Lumumba

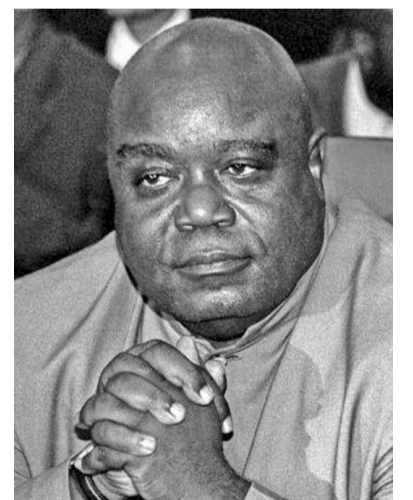
La messe a duré près d'une heure. Les premiers rangs étaient réservés aux personnalités de la communauté. La célébration a débuté à 6 heures, l'officiant a commencé à célébrer la messe par une brève prière devant l'autel, tandis que retentissait un chant de requiem interprété par les chœurs de la paroisse.

Dans son message, l'officiant a invité les fidèles à vivre dans le courage et la vérité comme le firent ces deux héros : « L'hommage que

nous leur rendons, c'est pour le courage dont ils ont fait montre, pour les services qu'ils ont rendus à la Nation congolaise, pour l'Afrique et le monde », a-t-il déclaré.

Rappel historique

Engagé à partir des années 1960 contre le régime de Mobutu, Laurent-Désiré Kabila parvient finalement à le renverser en 1997, lors de la première guerre du Congo. Il redonne au pays, rebaptisé Zaïre



Laurent-Désiré Kabila

par Mobutu, le nom de République démocratique du Congo (RDC), dont il devient président de mai 1997 jusqu'à son assassinat, en janvier 2001.

Patrice Émery Lumumba (né le 2 juillet 1925 à Onalua - Congo belge - et mort assassiné le 17 janvier 1961 au Katanga) était Premier ministre de la RDC de juin à septembre 1960. Il est considéré comme le premier « héros national ».

Guillaume Ondzé

*Offre soumise à conditions

PROGRAMME **MBOTÉ****Mboté !**Vous faites partie
des privilégiés.

Triplez
vos miles
& **bénéficiez**
de nombreux avantages*

Offre
valable
Du 06 Janvier
au 31 mars
2014

MBOTE! Vos privilèges prennent de l'envol

À chaque voyage avec **ECAir**, triplez automatiquement vos miles et vos voyages, évoluez plus rapidement en catégorie et bénéficiez encore plus, des avantages et remises auprès de nos nombreux partenaires.

Il vous suffit de souscrire ou d'être déjà membre du Programme de Fidélité d'**ECAir**.



ECAir
Bienvenue chez vous.

www.flyecair.com ; contact : + 242 06 509 0 509 (Congo)
+ 33 01 78 77 78 77 (France) E-mail: relationclients@flyecair.com





**BGFIBank Congo
vous présente
ses Meilleurs Voeux
pour l'an**

2014

Tél.: +242 06 944 50 85/05 544 85 22
+242 05 544 89 88/05 544 85 20
Fax : +242 22 281 50 89/90
Email : eqccongo@bgfi.com

www.bgfi.com



BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

CONSEIL AFRICAIN DE MUSIQUE

Mbuyamba Lupwichi fait connaître l'institution

En visite officielle de trois jours à Brazzaville, le président du Conseil africain de la musique (CAM) a animé, le 15 janvier, une conférence de presse. Il s'est attelé à donner le but et les missions assignées à l'institution qu'il dirige et dont Brazzaville abrite le siège depuis juin 2013.

Le CAM est le groupe régional africain du Conseil international de la musique près de l'Unesco, créé en 1949 à l'initiative du directeur général de l'Unesco et installé en son siège à Paris. Les conseils régionaux ont été créés en Allemagne (Bonn), en Asie et aux Amériques. L'Afrique et l'Europe font figure de conseils actifs qui travaillent, s'implantent avec des structures fixes et agissent.

Les bases du CAM avaient été jetées en juillet 2007 à Brazzaville devant plusieurs pays africains qui signèrent son acte de création. À ce jour, le CAM compte parmi ses adhérents plus du quart des pays d'Afrique au sud du Sahara et une vingtaine d'organisations musicales internationales membres. Ils essayent de réfléchir sur la manière de faciliter la coopération musicale internationale par l'apport régio-



Le président du Conseil africain de la musique, Mbuyamba Lupwichi, lors d'une conférence de presse à Brazzaville

nal de la coopération qui existe déjà en Afrique. « Nous avons démarré dès 2007 avec des activités, une assemblée générale à Pékin au moment où se déroulait l'assemblée générale du Conseil international, puis à Tunis en 2009. Nous nous sommes retrouvés en 2010 à Douala pour l'assemblée générale et le comité exécutif en même temps, à l'occasion de la

première visite du Conseil international en Afrique, et nous avons poursuivi à Cotonou où nous envisageons d'avoir à Brazzaville une réunion de l'assemblée générale qui devait se tenir en mars 2012. Mais compte tenu des explosions de Mpila, tout a été ajourné », a précisé le directeur du CAM.

« Nous pensons qu'avec ce bref regard historique des actions

qui se font, nous pouvons envisager des jours meilleurs. Pendant deux ans nous avons attendu qu'un pays confirme son invitation à accueillir le siège du CAM et au terme de cette attente, la République du Congo a officiellement confirmé son intention et sa volonté de l'accueillir. La représentante de l'Unesco au Congo à l'époque avait fait une démarche auprès

du gouvernement congolais pour indiquer l'intérêt qu'on pouvait trouver en accueillant une telle structure d'intégration africaine et de coopération artistique et musicale », a-t-il ajouté.

Le CAM a pris possession des locaux à la tour Nabemba avant même d'accueillir, l'année dernière, la cérémonie de la signature de l'accord-cadre entre le CAM et l'Unesco. « Pendant que nous attendons de nous installer dans notre siège, nous avons travaillé pour la diffusion de l'information à mobiliser les partenariats dans les différents pays d'Afrique et de nouveau, nous avons utilisé les délégations permanentes de l'Unesco à Paris pour qu'elles transmettent dans les différents ministères de la Culture, afin que les choses aillent de l'avant », a-t-il conclu.

Le CAM prévoit cette année d'organiser entre autres : au mois d'août à Brazzaville, la 6e tribune de musique africaine ; et un atelier du statut de l'artiste musicien en Afrique centrale. Il participera par ailleurs à la promotion de la 5e édition du festival Feux de Brazza.

Hermione Désirée Ngoma



Sierra Leone



Gambie



Liberia



Cape Vert



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée Bissau



Mali



Niger



Sénégal



Togo



Vos envois vers l'Afrique de l'Ouest⁽¹⁾

À partir de 1800 FCFA TTC⁽²⁾



MoneyGram
transfert d'argent



(1) Liste des pays concernés à la date d'impression du document : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Cape Vert, Gambie, Liberia, Sierra Leone.

(2) Tarifs en vigueur au 11 novembre 2013, modifiables sans préavis.

©2013 MoneyGram. Tous droits réservés.

ANTICIPEZ VOTRE INTÉGRATION PROFESSIONNELLE !

Rejoignez l'école hôtelière de Genève à Casablanca-Maroc, pour une formation intensive qualifiante de 7 mois en management hôtelier. Niveau : Bac – entrée académique : Février 2014. Renseignement et inscription : association espace information jeunesse. Accueil sur RDV : maisons de la jeunesse NJECO.

Tél : 04 486 43 70/ 06 666 85 81/ 05 521 52 37

Mireille

votre esthéticienne à domicile

- Epilations
- Soins de visage
- Soins corporels: amincissants, relaxants
- Manucurie et Pédicure
- Couverture chauffante
- Vernis Gel et Vernis permanent (dure plus de 3 semaines)
- Maquillages toutes cérémonies



Tél.: 05 526 35 73 / 06 679 12 72

CONSEIL AFRICAIN DE LA MUSIQUE

Le programme d'action de 2014 dévoilé

Mbuyamba Lupwichi, président du Conseil africain de la musique (CAM), directeur de l'Observatoire des politiques culturelles en Afrique, s'est entretenu le 14 janvier avec Lydie Pongault, conseillère à la culture et aux arts du président de la République, sur l'ensemble des activités qu'il compte mener en 2014 et sur le fonctionnement du CAM.



Lydie Pongault s'entretient avec Mbuyamba Lupwichi

Les deux personnalités ont longuement parlé du rôle que joue le CAM dans le développement général de l'art musical d'un pays et au-delà en Afrique. Le président du CAM a retracé l'historique de cette structure ainsi que les initiatives qui contribueront au développement global de la coopération musicale internationale.

Mbuyamba Lupwichi a esquissé un programme d'action qui s'exécutera en différentes phases : l'information, la formation, la promotion. Il est prévu un programme d'initiation à l'éducation artistique dans les écoles primaires et secondaires, comme le prône l'Unesco. « *L'éducation artistique est une voie par laquelle nécessairement on doit passer si l'on veut garantir l'avenir de la musique africaine.* »

Le programme d'initiation artistique interviendra à partir de septembre-octobre 2014. Les discussions ont été entamées depuis l'année dernière avec une cellule du ministère de l'Éducation nationale, avec la commission nationale pour l'Unesco, qui avait déjà dégagé au cours des grandes conférences internationales les principes d'orientation de cette éducation artistique, dans le volet musique. La ville de Brazzaville ayant été inscrite dans le réseau des villes créatives de l'Unesco, « *c'est un devoir pour nous de maintenir cette attention pour la capitale du Congo, consacrée comme la plateforme de la musique en Afrique.* » Ce programme d'éducation artistique s'étendra en Afrique de l'Ouest, de l'Est et australe.

Il est aussi prévu un atelier de formation artistique des encadrants d'une vingtaine d'écoles du Congo – avec celles des pays environnants de la sous-région de l'Afrique centrale – avec lesquels un travail sera effectué sur les modalités du lancement et la possibilité de l'intégrer dans les programmes scolaires.

Par ailleurs, le président du CAM a souhaité qu'une attention particulière soit accordée au festival Feux de Brazza, qui se tiendra à Brazzaville au mois d'août. « *Au-delà de la présentation des spectacles, les ateliers de formation et la promotion des jeunes talents et créateurs interviendront autour d'une tribune de musique africaine.* »

L'entretien s'est terminé par une visite guidée à la galerie Bassin du Congo, dont le président du Conseil africain de la musique s'est impressionné de la richesse culturelle.

Rosalie Bindika



Promotion spéciale

Imprimantes





HP LaserJet P1102
Imprimante Noir-Blanc (Print)

Prix : **99.000** TTC



HP LaserJet CP1525n color
Imprimante Color (Print)

Prix : **279.000** TTC



HP Deskjet P1050
Imprimante Color (Scan - Print - Copy)

Prix : **59.000** TTC

Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com



CHAN 2014

Les Congolais face à leur destin contre l'Éthiopie

Placés dos au mur après leur défaite contre les Blacks stars du Ghana, les Diables rouges sont condamnés à la victoire ce vendredi contre l'Éthiopie en vue de garder intactes leurs chances de qualification pour les quarts-de-finale.

« Nous avons trouvé de bonnes conditions pour la compétition ici en Afrique du Sud, même si l'altitude ne nous permet pas de donner le maximum de nous-mêmes. Notre objectif en arrivant ici est d'aller au deuxième tour; il nous faut donc gagner notre prochain match contre l'Éthiopie pour rester dans la compétition. Nous avons un groupe cohérent et solidaire. Il règne un bel état d'esprit, ce qui devra nous permettre d'aller plus loin », a souligné le capitaine des Diables rouges, Gildas

Mouyabi, juste après la séance d'entraînement à Salomon stadium, leur stade d'entraînement depuis leur arrivée à Bloemfontein.

Au cours de cette séance, Sébastien Migné a procédé à quelques essais pour trouver des pièces de rechange en défense, au milieu de terrain et en attaque. Les Congolais pourront compter pour ce match contre l'Éthiopie sur le retour de Miangounina Djodjo suspendu pour le premier match contre le Ghana pour avoir totalisé deux cartons jaunes lors des éliminatoires. On pourrait égale-

ment voir entrer pour ce match déterminant, Hermann Lakolo comme titulaire et Gedson Balekita comme premier remplaçant en attaque. Les Diables rouges, rappelons-le, occupent la troisième place du groupe C avec zéro point, un but encaissé contre zéro marqué. Le match contre l'Éthiopie de ce 17 janvier sera une occasion pour ses attaquants d'ouvrir leur compteur face à une redoutable équipe d'Éthiopie qui n'avait pas démerité contre la Libye malgré sa défaite 0-2.

James Golden Eloué



Gildas Mouyabi à la conférence de presse (Photo Crédit Emmanuel Kaba)

La mairie de Brazzaville en pourparlers avec le Conseil africain de la musique

Le maire de Brazzaville, Hugues Nguélonlé, s'est entretenu, le 15 janvier à Brazzaville, avec le président du Conseil africain de la musique, Lupwishi Mbuyamba, en vue de lancer une politique culturelle et musicale africaine

« Le conseil est venu pour exprimer sa disponibilité et mettre à disposition ses moyens techniques afin de travailler avec la mairie de Brazzaville dans le cadre du soutien à ses initiatives ainsi que pour contribuer à la matérialisation de son leadership musical sur le continent africain car la ville est reconnue Ville créative des musiques africaines », a expliqué Lupwishi Mbuyamba.

Le siège du Conseil africain de la musique est situé à Brazzaville selon les termes des accords signés en juin dernier entre le président du Conseil africain de la musique et le gouvernement congolais. Actuellement, le conseil anime une quinzaine de conseils nationaux de la musique et une vingtaine d'organisations spécialisées qui vont définir ultérieurement un programme conjoint.

En tant que Ville créative des musiques africaines, Brazzaville est assujettie à certaines contraintes telles que « l'encadrement des jeunes, la formation des spécialistes, l'action énergique, la qualité musicale et la promotion tous azimuts. Outre la musique moderne, nous avons la musique traditionnelle et la musique moderne classique européenne. Nous allons par exemple regarder de plus près ce qui se fait à l'école des Beaux-Arts pour viser la qualité », a indiqué Lupwishi Mbuyamba.

Rappelons qu'à Brazzaville, l'art musical est enseigné à l'école des Beaux-Arts. Le Conseil africain de la musique a été créé en 2007 à Brazzaville au siège de l'Unesco.

Fortuné Ibara

UNESCO

Exposition internationale pour la paix

Imaginé par Fulgence Obrou Niamba, commissaire de l'exposition et artiste-plasticien basé à Londres, une exposition intitulée "L'Art pour la Paix 2014", se tiendra dans l'enceinte de l'Unesco, à Paris, du 3 au 7 février.

Les artistes africains ont monté une exposition autour de Kra N'Guessan en France et Fulgence Obrou Niamba venu de Grande-Bretagne. avec pour objectif de promouvoir à la fois l'art et la paix. Ce projet allie l'art et les artistes, ainsi que les valeurs qu'ils véhiculent, pour prôner la paix. Selon les organisateurs de l'exposition ouverte à tous, des artistes de toutes provenances viendront avec leurs œuvres dédiées à la paix. « La politique ne doit pas être une exclusivité des seuls politiciens. Les artistes, acteurs culturels, sont des témoins privilégiés de leur temps. Il est à ce titre un impératif de leur temps. Il est à ce titre un impératif de leur temps. Il est à ce titre un impératif de leur temps. La politique est l'un des domaines qui n'a jamais laissé les artistes indifférents », explique dans son blog, le peintre sculpteur Kra N'Guessan. L'initiative du Franco-Ivoirien Fulgence Obrou Niambi deviendra quant à elle itinérante, Paris n'étant que le point de départ de son installation.

Marie Alfred Ngoma

BASKETBALL

Les résultats des Congolais de la diaspora en France

Pro A : matchs décalé de la 15^e journée

Mardi soir, en match décalé, Limoges a battu l'ASVEL (90-85). Un match éclaboussé par la classe de Nobel Boungou Colo, meilleur marqueur et joueur avec 26 points (5/6 aux tirs, 2/6 aux tirs primés, 10/11 aux lancers francs) et +29 d'évaluation. L'ailier intérieur congolais a par ailleurs rendu une feuille de statistiques avec 6 rebonds, 1 passe décisive, 3 interceptions, 1 perte de balle, 2 fautes commises et 8 subies en 33 minutes.

Coupe de France : 16^e de finale

Le Paris-Levallois l'emporte au Portel, pensionnaire de Pro B, sur le score de 80 à 71. En 18 minutes de jeu, Giovan Oniangue cumule 13 points (1/2 aux tirs, 2/5 aux tirs primés, 5/6 aux lancers francs), 4 rebonds (2/2), 1 perte de balle, 4 fautes commises et 5 subies et +11 d'évaluation. Malgré une prestation timide de Loïc Akono (5 pts, 2 rebonds, 2 passes décisives, 1 perte de balle et +5 d'évaluation en 19 minutes), Boulogne-sur-Mer l'em-



porte 87-63 sur le parquet des amateurs de Kayserberg (National 2).

Camille Delourme

OPEN D'AUSTRALIE

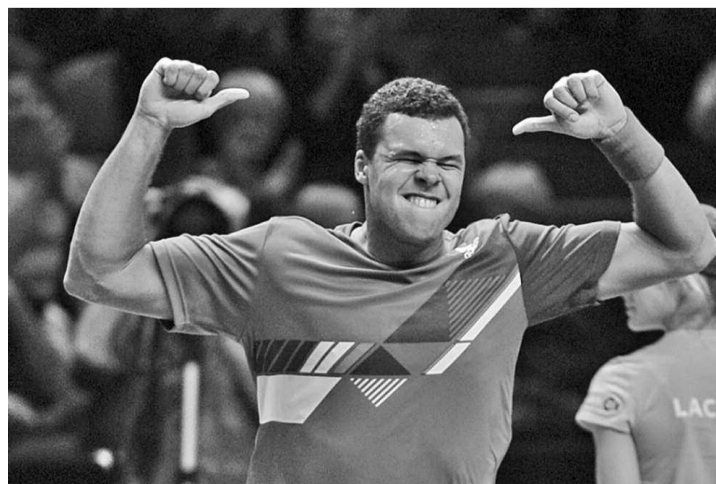
Tsonga passe au troisième tour sans forcer

Face à un Thomaz Bellucci diminué, Jo-Wilfried Tsonga s'est qualifié pour le troisième tour de l'Open d'Australie (7-6[6], 6-4, 6-4 en 2h15). Malgré la chaleur caniculaire, le 10e mondial n'a pas eu besoin de puiser dans ses ressources. Au tour suivant, son ad-

versaire sera le vainqueur du duel Simon-Cilic. Sous un soleil caniculaire, dépassant les quarante degrés, Jo-Wilfried Tsonga aura finalement mis un set pour prendre la mesure du Brésilien Thomaz Bellucci, valeureux 129e mondial sorti des qualifications. Une manche remportée au tie-break durant laquelle son principal adversaire fut le soleil, qui perturbe le déroulement de la compétition depuis 48 heures.

À l'entame du second set, le toit de la Hisense Arena a été fermé et la suite de la rencontre a pu se dérouler dans une fraîche atmosphère : un cadre devenu idéal pour Tsonga qui a pu alors s'adjuger, presque sans frayer, les deux manches suivantes (6-4, 6-4). Comme au premier tour, face à l'Italien Volandri, Tsonga a géré son match, tranquillement.

Camille Delourme



*Offre valable sur les vols de Mercredi & Jeudi

PROGRAMME MBOTÉ

Mboté !

Vous faites partie
des privilégiés.



ECAir
Bienvenuechezvous.

www.flyecair.com ; Relations clients : + 33 01 78 77 78 77 (France)

E - mail: relationclients@flyecair.com

Navi Pillay



HOMMAGE

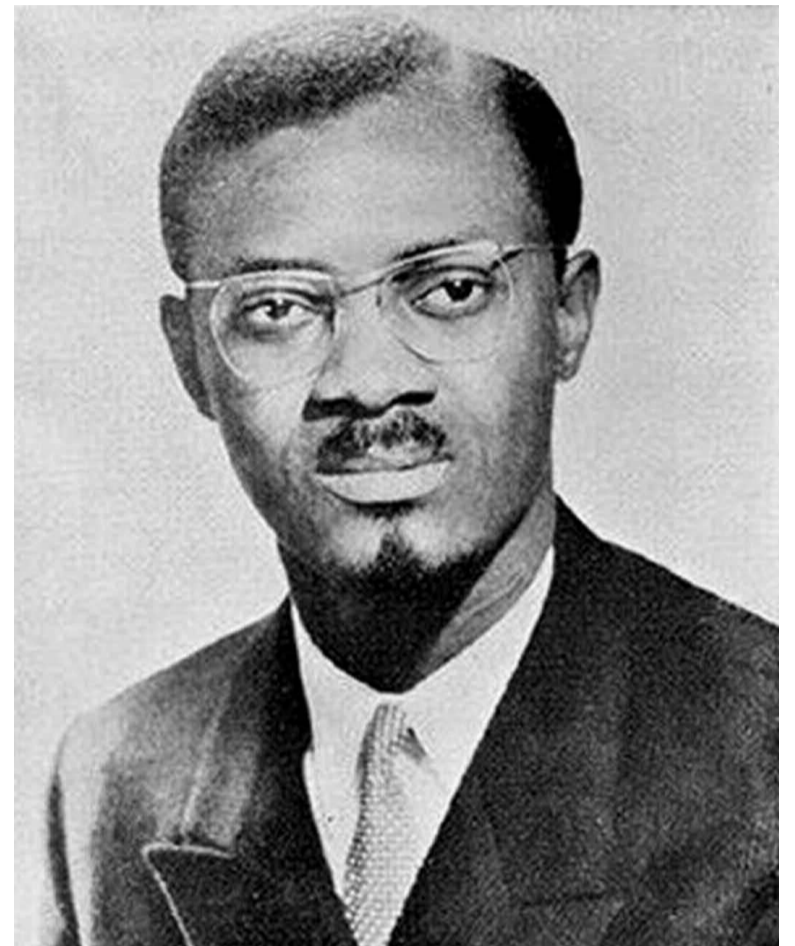
Les souvenirs de Laurent-Désiré Kabila et de Patrice-Émery Lumumba toujours vivaces

Leur mémoire rappelle un seul message, celui d'une certaine idée de « grandeur » du Congo qu'ils ont défendue bec et ongle tout au long de leur vie.

Chaque année, et cela est devenu tout un rituel, les Congolais se souviennent de leurs deux héros nationaux tombés sur le champ d'honneur alors qu'ils avaient encore beaucoup à donner à leur pays, en l'occurrence, Laurent Désiré Kabila et Patrice Émery Lumumba. Culte

d'actions de grâce, dépôt des gerbes des fleurs, conférences, matinées politiques, etc. rien n'échappe à l'ingéniosité des Congolais pour commémorer cette année les 16 et 17 janvier, le double anniversaire de leur assassinat. Au-delà des activités qui généralement ponctuent ces deux journées mémorables, la similitude de combat mené par ces deux patriotes est perceptible et symbolise un destin commun pour un même idéal.

De M'zee Laurent Désiré Kabila, troisième président de la RDC abattu le 16 janvier 2001 dans son bureau de travail par les forces du mal, l'on retiendra sa constance dans ses convictions bâties sur le catéchisme lumumbiste dont il est resté jusqu'à sa mort un des grands défenseurs. « Ne jamais trahir le Congo ». Ainsi peut se résumer son credo décliné sous la forme d'un engagement à l'émancipation des Congolais appelés à s'affranchir des présentateurs liés au colonialisme et au paternalisme. Laurent Désiré Kabila a combattu toute forme d'oppression et d'exploitation dont étaient l'objet ses compatriotes vis-à-vis des « grandes puissances ». Il n'ambitionnait rien d'autre que de tirer les Congolais des griffes du néo-colonialisme. Il a apporté aux siens la preuve qu'un travail productif et rémunérateur était possible grâce à ce qu'il appelait l'auto-prise en charge, avec des initiatives très originales comme le service national. Sous son règne, le pays s'est vite replacé sous la voie de l'autodétermination et du développement au grand dam de l'Occident prédatrice qui n'appréciait guère son indépendance d'esprit. De la même manière, le bagout de Patrice Émery Lumumba, qui n'hésitait pas à dénoncer l'immixtion des puissances impérialistes dans les affaires intérieures de son pays qu'il voulait libérer du carcan colonialiste, n'avait pas été du goût des occidentaux. Ses sup-



Patrice Lumumba

pliques contre la balkanisation du Congo étaient mal perçues par les forces du mal. Et pour mieux l'appréhender et le neutraliser, il lui a été accolé l'étiquette de « communiste » en pleine guerre froide entre le bloc capitaliste piloté par les États-Unis d'Amérique et celui de l'Est par l'ex-URSS. Un vaste complot sur fond des complicités internes fut alors boutique contre ce nationaliste dont les idées commençaient à faire des émules à travers le continent.

Sa mort atroce le 17 janvier 1961 au Katanga n'a pas eu raison de ses convictions qui ont fait du chemin et restent encore vivaces aujourd'hui, cinquante trois ans après.

De deux héros nationaux, il y a lieu de dire qu'ils ont légué à la postérité tout un testament pour la défense de la patrie. Leur mémoire rappelle un seul message, celui d'une certaine idée de « grandeur » du Congo qu'ils ont défendue bec et ongle.

Alain Diasso



Laurent Désiré Kabila

GRANDS LACS

L'ONU contre l'asile pour les criminels de guerre

La volonté a été clairement exprimée dans une exhortation faite par la Haut commissaire aux droits de l'homme, Navi Pillay, aux chefs d'Etat réunis au sommet de la Cigril.

La Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, a exhorté les chefs d'États de la région des Grands lacs à ne pas donner asile aux personnes suspectées d'avoir commis des crimes internationaux et de graves violations des droits de l'homme.

Dans un communiqué publié le 15 janvier à Genève (Suisse), Navi Pillay a indiqué que le cinquième sommet de la Cigril « est une opportunité pour les États membres de faire avancer la lutte contre l'impunité dans cette région marquée par des



Navi Pillay

violences ». « J'exhorte les États à cesser de fermer les yeux sur la présence sur leur territoire de personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes très graves », a-t-elle souligné.

Navi Pillay leur a, en outre, demandé de saisir l'opportunité que représente ce sommet pour aborder la question de la coopération judiciaire et garantir que des comptes soient rendus pour les crimes internationaux et les graves violations des droits de l'homme commis dans la région. Pour Navi Pillay, des objectifs de cette conférence ne pourront être atteints que si les personnes responsables de violence et d'exploitation économique illégale rendent des comptes.

Lucien Dianzenza

RESSOURCES NATURELLES

L'équivalent en or de 400 millions de dollars US sortis clandestinement de la RDC en 2013

Le dernier rapport annuel de l'ONU à l'origine de cette révélation a prouvé à suffisance les difficultés à assurer la traçabilité des matières premières en provenance de la RDC et des zones post-conflits de l'est, en dépit de plusieurs mécanismes internationaux et régionaux auxquels le pays a adhéré ces dernières années pour arrêter l'exploitation frauduleuse de ses richesses.

Le groupe d'experts onusiens a déploré une exportation clandestine d'une importance insoupçonnée. En fait, la quasi-totalité de l'or extrait du sol congolais, soit 98% selon le rapport, est exportée illégalement. Depuis quelques années, l'est du pays a recommencé à paraître parmi les provinces productrices, notamment pour la production de l'or qui reprend à une échelle industrielle encore timide. En effet, plusieurs sites jadis exploités industriellement ont été occupés par des artisans après leur abandon pour raison d'insécurité.

Aujourd'hui, certains opérateurs miniers n'ont toujours pas repris le total contrôle de leurs sites, en dépit des pressions sur le gouvernement. L'une des faiblesses de l'actuel Code minier en révision est de n'avoir pas prévu des dispositions spécifiques pour les artisans qui ont commencé à exploiter bien plus de richesses du pays que l'or et le diamant.

Selon le rapport, le service géologique des Etats-Unis estime la production des mineurs artisanaux à 10 000 kg d'or par an. Pourtant, entre janvier et octobre 2013, les exportations de ce minerai n'ont atteint que 180,76 kg, a poursuivi le rapport. Ainsi cet or exporté clandestinement représente des montants variant entre 383 et 409 millions de dollars américains. Cela équivaldrait à dire que la RDC a perdu 7,7 à 8,2 millions de dollars en taxes au cours de l'année 2013. Les experts onusiens n'excluent pas que cette exportation frauduleuse contribue au financement de

groupes armés encore actifs dans l'est du pays. En effet, ont-ils insisté, de nombreux sites miniers riches en or se retrouvent dans les zones post-conflits. Très souvent, la production de cette partie du pays mélangée à celle provenant des zones post-conflits se retrouve dans les grandes villes de négociant dans l'est du pays (Bukavu, Butembo, Ariwara, Bunia et Kisangani) que dans certains pays de transit comme l'Ouganda, le Burundi et la Tanzanie. Cette situation pose en des termes clairs la question de la transparence dans le commerce de l'or. Pour les experts onusiens, le principal pays de transit demeure l'Ouganda, car, ont-ils poursuivi, la quasi-totalité de l'or traité par ce pays vient de la RDC. On estime les pertes à des millions de dollars tant pour la RDC que pour l'Ouganda. En effet, aucun des deux pays ne prélève les taxes nécessaires sur ce minerai qui finance les groupes rebelles en RDC.

Laurent Essolomwa

HCR

177 millions de dollars pour assister les réfugiés et déplacés congolais

Bien que la paix soit tant soit peu revenue dans les provinces de l'est de la RDC en proie à des conflits armés, la situation des déplacés et réfugiés n'est guère améliorée.

Le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) qui a mandat d'apporter assistance et protection aux populations déplacées et réfugiées est à la recherche des fonds. Pour cette année, à en croire un communiqué de cette agence onusienne, les besoins financiers pour la RDC ont été fixés à cent soixante dix-sept millions de dollars américains. Ces fonds sont répartis comme suit : cinquante-deux millions huit cent mille dollars américains sont alloués au programme pour les réfugiés, septante-cinq millions quatre cent mille dollars destinés à la protection et à l'assistance des déplacés internes, tandis que quarante-sept millions cent mille dollars seront alloués à la réintégration des rapatriés congolais et un million six cent mille consacrés aux questions d'apatridie.

Les besoins financiers pour l'opération du HCR en RDC, révèle la même source, ont augmenté depuis 2010, passant de cent neuf millions de dollars américains à cent quatre-vingt-trois millions dans le budget révisé de 2013. Cette hausse s'explique principa-



lement par l'augmentation de la population réfugiée et du nombre de déplacés internes, due à la poursuite du conflit en RCA et en RDC orientale.

Pour l'exercice 2014, le HCR et ses partenaires comptent renforcer les composantes autosuffisance et moyens de subsistance du programme d'assistance aux réfugiés, tout en répondant aux besoins essentiels de ces derniers. Ils veilleront également à offrir aux réfugiés et aux déplacés internes une aide dans les secteurs des abris et de l'éducation.

Pour venir en aide aux déplacés internes, le HCR continuera de

diriger le module de la protection et de coordonner les activités de protection, en mettant l'accent sur les activités vitales et le suivi de la protection, dans le but de réduire le risque de violence sexuelle et sexiste.

Pour ce qui est des rapatriés en RDC, le HCR continuera à subvenir à leurs besoins essentiels dans les secteurs de la santé, des abris et de l'éducation, et encouragera la cohabitation pacifique en menant des activités de sensibilisation au sein des communautés locales. Cela en vue de faciliter leur réintégration communautaire.

Aline Nzuzi

PRÉSIDENTE DE LA CIRGL

L'Ouganda passe le relais à l'Angola

L'ambassadeur de la RDC en Angola a déclaré que son pays attendait voir le pays d'Edouardo do Santos accélérer la résolution de diverses questions laissées en suspens par l'Ouganda.

Le sommet de la Conférence internationale pour la région des Grands lacs (Cirgl) ouvert, depuis le 10 janvier, à Luanda vient de porter le pays d'Edouardo do Santos à la tête de cette organisation sous-régionale. La présidence tournante est revenue au président angolais José Edouardo Dos Santos. L'Angola succède ainsi à l'Ouganda qui a piloté jusqu'ici la Cirgl en jouant à la facilitation aux négociations directes entre le gouvernement et les rebelles du M23 dont le dernier acte a été négocié dernièrement à Nairobi. Ce changement de décor à la présidence de la Cirgl augure de nouvelles perspectives pour les Grands lacs africains laminés par des conflits récurrents devenus à la longue une source d'instabilité.

Partageant avec la RDC une même frontière sur fond des relations diplomatiques harmonieuses nonobstant quelques couacs souvent dus à un déficit d'information, l'Angola se présente comme un partenaire sûr dans la recherche des solutions aux drames que vivent les Congolais de l'Est. À la différence de l'Ouganda dont la gestion de la crise en RDC était sujette à caution au regard de son implication via le M23 avec, à la clé, un soutien militaire appuyé (en témoignent les différents rapports d'experts de l'ONU), l'Angola jouit déjà des préjugés positifs.

C'est non sans raison que l'ambassadeur de la RDC en Angola a déclaré samedi dernier à Luanda que son pays considérait que la présidence angolaise à la Cirgl serait « une plus value » pour la région. Le diplomate congolais a fait remarquer que la RDC attendait voir l'Angola accélérer la résolution de diverses questions laissées en suspens par l'Ouganda. Pour sa part, le président angolais a promis de placer son mandat sous le signe de la promotion de la paix, la sécurité, la stabilité et le développement.

Alain Diasso

NORD-KIVU

L'exploitation de la cassitérite n'améliore pas les conditions de vie

Une enquête menée par la Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncó) révèle que cette exploitation ne profite pas aux creuseurs artisanaux et à leurs familles.

Dans un rapport rendu public en décembre dernier, la Céncó a déploré que l'exploitation de la cassitérite à Walikale, dans le Nord-Kivu, ne profite pas aux creuseurs artisanaux et à leurs familles. Selon ce document cité par radiookapi.net, entre 2008 et 2012, vingt deux mille huit cent soixante-dix tonnes de cassitérite ont été produites dans ce territoire. Le rapport a, par ailleurs, noté que cette production a été vendue pour environ soixante dix-sept millions de dollars américains, à raison d'un prix moyen de quatre dollars le kilo.

L'étude menée par la commission épiscopale pour les ressources naturelles a noté que cet argent n'a pas profité aux douze mille creuseurs qui se partagent l'exploitation des minerais avec certaines entreprises. Le rapport mentionne également le climat d'incertitude qui règne dans cette partie du Nord-Kivu où plusieurs groupes armés ainsi que des officiers de l'armée ont un contrôle sur les minerais. « Ces creuseurs artisanaux se plaignent de travailler pour des autorités politico-militaires à qui ils consacrent une partie de leur production journalière », est-il précisé.

L'enquête a également noté que les minerais continuent à être transportés à motos, camions et par d'autres voies pour être revendus dans d'autres villes de l'est du pays ou à l'étranger, bien que la production de la cassitérite ait baissé après l'adoption, en 2010, de la Loi Dodd Franck dont une disposition oblige les entreprises utilisant des minerais à publier leur origine.

Lucien Dianzenza

SOUDAN DU SUD

La Chine réitère son appel à une résolution pacifique de la crise

L'ambassadeur chinois en Éthiopie, Xie Xiaoyan, a réitéré l'appel de la Chine à une solution pacifiquement négociée à la crise que connaît le Soudan du Sud.

M. Xie, qui est également le représentant de la Chine auprès de l'Union africaine (UA), a tenu ces propos en s'adressant aux journalistes au siège de l'UA à Addis Abeba en Éthiopie, soulignant que la Chine contribuait positivement à la paix et à la stabilité sur le continent africain.

L'ambassadeur a souligné la nécessité pour les deux parties au Soudan du Sud de résoudre la crise dans ce pays par la négociation et le dialogue pacifique. La délégation du gouvernement soudanais et celle de l'opposition poursuivent leurs discussions à Addis-Abeba sous la médiation de l'Autorité intergouvernementale de développement (IGAD).

M. Xie a rappelé que la Chine était soucieuse de la paix et la sécurité sur le continent africain, et que le ministre chinois des Affaires étrangères avait en conséquence rencontré les deux délégations ici-même lors de sa récente visite en Éthiopie.

"La Chine veut être un acteur positif sur les questions de paix et de sé-



Xie Xiaoyan

curité dans cette région, et c'est dans cet esprit que notre ministre des Affaires étrangères a rencontré les deux délégations représentant respectivement le gouvernement et l'opposition", a déclaré Xie.

Il a également noté que la Chine souhaitait une cessation immédiate des hostilités et la fin des violences au Soudan du Sud. "Notre message est clair. Nous voulons la paix et la stabilité dans la région ; nous voulons une cessation immédiate des hostilités et un arrêt des violences", a-t-il dit.

L'ambassadeur a souligné que ce

n'était que par le dialogue et la négociation qu'une solution pourrait être trouvée pour ramener le pays à la normale. La Chine a été l'un des premiers pays à fournir une aide humanitaire au Soudan du Sud, et elle continuera de le faire, a également déclaré Xie. "Nous avons pris contact avec le gouvernement comme avec l'opposition pour leur faire part de notre préoccupation car quelque chose doit être fait sur cette question humanitaire", a-t-il dit.

Xinhua

DESCENTE PARLEMENTAIRE

Le député Alexis Ndinga explique les enjeux du budget 2014 à ses mandants

Le député de la première circonscription de Lumumba a rencontré ses mandants le 12 janvier. Une descente parlementaire au cours de laquelle il a fait la restitution de la dernière session budgétaire de l'Assemblée nationale à ses mandants avant de leur présenter ses vœux pour le Nouvel an.

Face aux populations de Lumumba 1, Alexis Ndinga a rendu compte de la dernière session budgétaire. Un plénum qui avait la particularité d'avoir une session ordinaire et une autre extraordinaire. La session ordinaire, qui avait à son ordre du jour vingt affaires, a examiné et adopté huit affaires. Le point d'orgue de la session extraordinaire, la première du genre de la 13e législature, a été l'examen de la loi de finances de l'État, exercice 2014.

Le budget de l'État, exercice 2014, a-t-il dit, avec les ressources additionnelles qui s'élèvent à la somme de 4.195.420.000.000 en recettes et 3.141.878.190.000 en dépenses. Se dégagerait ainsi un excédent budgétaire prévisionnel de 1.053.541.810.000 FCFA. Les recettes pétrolières, fiscales et externes (emprunts et dons) constituent la structure de ce budget. Le fonctionnement et l'investissement sont les principales dépenses avant

d'ajouter que l'excédent budgétaire servira à l'approvisionnement des comptes à terme du Trésor public. Les principales priorités pour l'année 2014 sont l'éducation, la santé et les infrastructures de base.

L'échange entre Alexis Ndinga et les populations a été l'autre temps fort de la descente parlementaire. Les problèmes d'adduction d'eau potable, de la desserte en électricité, de la situation des personnes vivant avec handicap et des populations vulnérables, du chômage des jeunes... ont été les principales préoccupations exprimées par les populations. Elles seront transmises à l'Assemblée nationale pour être examinées le cas échéant par les pouvoirs publics, a répondu l'élu de Lumumba 1. En outre, Alexis Ndinga a demandé à la population de faire preuve de civisme et de discipline en arrêtant la spoliation du camp de l'IGET où des logements sociaux sont actuellement en construction. Ces échanges se sont déroulés dans un esprit de fraternité et de courtoisie. Plusieurs parlementaires ont accompagné Alexis Ndinga au cours de cette descente, comme Maurice Mavoungou, Raymond Isaac Follo, Nicaise Makosso et Jean Marc Thystère Tchicaya. Un repas d'amitié a clôt l'activité dans une ambiance conviviale et fraternelle.

Hervé Brice Mampouya

TOTAL CONGO S.A

Siège social :

Rue de la Corniche - BP 1037 -
BRAZZAVILLE
Tél : 00 242 06 660 65 26
contact@totalcongo.com

Agence Pointe - Noire :

Entre le Boulevard Félix EBOUE
et la rue Massadi, à l'entrée du
port autonome - POINTE-NOIRE
Tél : 00 242 06 660 65 27

Agence DOLISIE :

Avenue de la République,
Face Eglise Saint-Paul - DOLISIE
Tél : 00 242 05 538 40 54

Agence OYO :

Dépôt SCLOG - OYO
Tél : 00 242 05 551 78 89

Révélez tout le potentiel de votre moteur.



Lubrifiants TOTAL QUARTZ
Plus de protection et plus de kilomètres
www.lubrifiants.total.com

+

Vous ne viendrez plus chez nous par hasard **TOTAL**



BEACH-VOLLEY

La 10^e édition du tournoi aura lieu dimanche

Cette compétition, qui regroupe une vingtaine d'équipes professionnelles et amateurs, se déroulera le 19 janvier à la Côte sauvage.

Organisé depuis dix ans par la société Mayo, ce tournoi aura précisément lieu sur le site du restaurant Twinga. L'événement, ouvert à tous, sera ponctué d'animations et de prestations de plusieurs artistes locaux tels que Nestellia, Malak et le groupe de danse «Dance for me». C'est une manière pour les organisateurs de contribuer à la promotion de ces artistes, d'après Rodrigue Dinga Mbomi, directeur de Communica, cabinet de conseil en relation client (accompagne



Rodrigue Dinga Mbomi

les entreprises dans leur développement commercial), la structure chargée de gérer cette compétition. « Nous pro-

fitons de l'événement pour donner une visibilité à nos artistes. Il y a dix ans la société Mayo assurait elle-même en interne la gestion du tournoi. Mais cette année, elle a décidé de nous la confier. Ce que nous souhaitons faire à partir de ce moment c'est d'apporter une valeur ajoutée à l'événement, marquer les esprits en apportant un peu plus d'émotion », a-t-il expliqué.

Le tournoi regroupe une vingtaine d'équipes constituées de joueurs professionnels et amateurs. Plusieurs prix seront remis aux gagnants et aux participants. Rodrigue Dinga Mbomi

promet un moment de détente et de surprises au public qu'il invite à venir nombreux assister et soutenir les équipes. « J'invite les Ponténégrins à venir nombreux vivre ce moment festif. C'est un tournoi où les gens viennent faire du sport, mais aussi la fête. Nous avons prévu beaucoup de surprises », a-t-il annoncé.

Outre le tournoi Mayo beach volley tour, la société Mayo organise chaque année d'autres compétitions sportives. Citons notamment le Beach Soccer qui aura lieu le 20 avril, et le Raid Mayo prévu pour le 9 juin prochain.

Lucie Prisca Condhet

CAN 2014 DE HANDBALL

Les Diables rouges dames subissent la loi angolaise

Les Congolaises se sont inclinées 32-18 face aux Angolaises lors de leur première sortie à la 21^e édition de la Coupe d'Afrique des nations qui a débuté ce 16 janvier à Alger en Algérie. Les messieurs ont réalisé la bonne opération en contraignant les Léopards de la République démocratique du Congo à la défaite 36-33.

Les années passent et se ressemblent pour l'équipe féminine congolaise qui peine à trouver la formule pour mettre fin à la domination angolaise qui dure depuis plusieurs années. À Alger, les Congolaises ont encore récolté l'échec devant l'Angola. Elles ont chuté par quatorze

but d'écart devant la meilleure équipe d'Afrique. À la mi-temps, les Diables rouges étaient menées 10-15. Ce qui compromet leurs chances d'hériter d'un tirage au sort facile lors des quarts-de-finale de la compétition qui servira à sélectionner les demi-finalistes. La prochaine rencontre du Congo se jouera le 18 janvier contre la Tunisie, vainqueur de la Guinée sur un score de 32-16. Les Tunisiennes occupent la tête de ce groupe devant l'Angola pour avoir encaissé moins de buts que les Angolaises. La compétition a plutôt bien débuté chez les messieurs. Les Diables rouges ont assuré l'essentiel en s'imposant devant les Léopards de la RDC par trois

but d'écart. Les Diables rouges menaient à la mi-temps 17-16 devant leur adversaire.

Les Congolais jouent leur deuxième match ce 17 janvier face aux Marocains qui se sont inclinés devant les Angolais 23-29 (15-13 à la mi-temps). Une autre victoire contre les Marocains leur permettra d'assurer leur qualification pour les quarts-de-finale, d'autant plus que dans ce groupe à six formations, seules les quatre premières accéderont au second tour. L'Égypte s'est imposé chez les messieurs devant le Sénégal 32-21 (19-9 à la mi-temps) pendant que la Tunisie a eu raison de la Libye 27-18 (13-8 à la mi-temps).

James Golden Eloué

MÉDIAS

La Grande-Bretagne adopte les Sapeurs congolais

Parmi les publicités télévisuelles du petit écran britannique, les téléspectateurs d'Outre-manche découvrent ces temps-ci un spot publicitaire mettant en scène les Sapeurs congolais.



Séquence du spot publicitaire conçu par la marque de bière Guinness

La marque de bière Guinness a fait appel à l'image des Sapeurs congolais pour sa nouvelle stratégie publicitaire. Le slogan : « Made of more » (Fait de plus, en français). Le concept est de mettre en valeur des gens ordinaires qui se révèlent, en réalité, extraordinaires. Les images montrent des Sapeurs brazzavillois vaquant à leurs occupations quotidiennes dans la journée. Après le travail, vient l'heure des « Ngandas » où la métamorphose se produit. Les Brazzavillois réapparaissent sapés à la mode dernier cri, dans une gamme de couleurs dont seuls les Congolais détiennent le secret. Selon le directeur marketing de la marque pour l'Europe de l'Ouest, interrogé par le quotidien The Guardian : « Les Sapeurs, à travers leurs attitudes et leurs styles, montrent que l'on peut toujours choisir qui l'on est, quelles que soient les circonstances. »

Le concept de la Sape s'exporte bien, certainement parce qu'il dépasse les stricts codes vestimentaires et véhicule une philosophie de vie. Le code média l'affirme comme une culture à entretenir.

Marie Alfred Ngoma

HANG'ARTS

Première exposition de ce nouveau lieu artistique à Paris

Sophie Gillmann et Sylvain Trousselle présentent les 17, 18 et 19 Janvier à l'espace d'exposition Le Hang'Arts, une création à deux regards sur le retour de Sophie, trente-deux ans après à Brazzaville, où elle a vécu ses premières années.

Les deux artistes, l'une photographe et danseuse, "archiviste des souvenirs", et l'autre vidéaste, "poète visuel", nous proposent leur cheminement entre leurs souvenirs et le Brazzaville d'aujourd'hui, du rêve vers le réel. De rencontres en échanges et créations artistiques avec d'autres artistes, Sophie Gillmann redécouvre Brazzaville avec Sylvain Trousselle, son compagnon.

Ce travail artistique interroge aussi ce qu'est l'expatriation

pour une enfant. Les photos et les vidéos forment un poème réaliste sur une histoire intime et universelle. L'exposition réunit de nombreux tirages photographiques (petits et grands formats) et des écrans présentent des poèmes visuels et des créations avec des artistes brazzavillois. Un long métrage documentaire Retour à Brazzaville, réalisé à deux voix off, présentera leur expérience lors d'une projection exceptionnelle en soirée et en après-midi

le dimanche. Le Hang'arts est le tout nouveau lieu artistique de Sido, artiste plasticienne, qui, après deux ans d'un chantier phénoménal, a créé ce très bel endroit. Il ouvre pour la première fois.

Le Hang'Arts
8 rue Balzac
M° Fort d'Aubervilliers
Entrée libre
Horaires d'ouverture : Vendredi à partir de 18h / Samedi et dimanche à partir de 14h

Hermione Désirée Ngoma

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

17 photographes exposent leurs œuvres

En collaboration avec l'Institut français du Congo (IFC), le Collectif Génération Elili organise depuis le 15 janvier dans le hall de l'IFC, une série d'expositions photos intitulée Clin d'œil.

Ces photographes ont décidé de partager leur passion à travers leur travail minutieux sur l'instantané et le reflet d'une réalité subjective. Cette exposition est le fruit d'un atelier de ce Collectif de photographes d'Afrique et d'ailleurs qui s'est tenu à la galerie Elili et à l'IFC en décembre dernier, dont le sujet était « Comment structurer un collectif de photographes en Afrique ? » Chaque photographe travaille de façon indépendante sur diverses thématiques, sociales et environnementales, parmi lesquelles : changement climatique, transport, alimentation, eau potable, insalubrité dans les marchés, etc. Ces images en noir et blanc ou en couleur parlent d'elles-mêmes, véhiculant des messages de tristesse ou de gaieté. Mais chacun parmi le public est libre d'apporter son appréciation. « La photo se veut un cadrage, une composition, une interrogation. Car,

derrière l'œil objectif de l'appareil photographique se cache l'œil subjectif du photographe qui essaie de transmettre ses sensations, son message de douleur, de joie ou d'un événement qui l'a marqué », a indiqué Richard Mouthuy, directeur de l'IFC. Et d'ajouter : « Clin d'œil à la curiosité humaine, le photographe met son objectif là où la vie enjambe l'existence, là où l'image découvre les frissons. » André Désiré Kizenguelé, fondateur du Collectif Elili, s'est dit très engagé dans ce métier. Pour lui, la photographie est une façon de s'exprimer. « Nous voulons mettre en valeur la photographie contemporaine congolaise. Nous luttons pour parler de cette photographie. Le Mali a une biennale, pourquoi ne pas suivre la trace de ce pays », a-t-il exprimé. Quant à Armel Mboumba, il pense que la photographie est un moyen de raconter le présent avec sa réflexion, elle est également une sorte de machine à remonter le temps. Et pour Abine Binoueta, la photographie est une forme d'expres-



Les œuvres photographiques exposées dans le hall de l'IFC

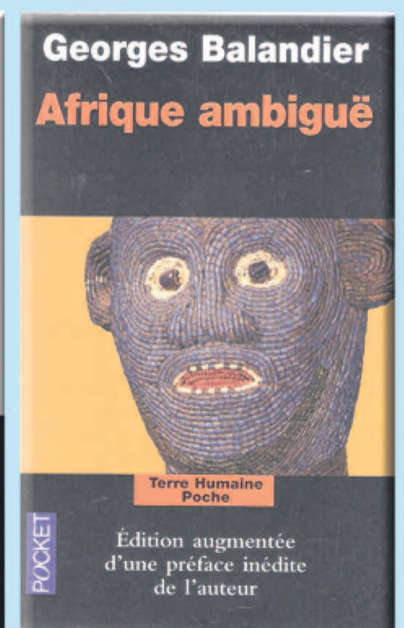
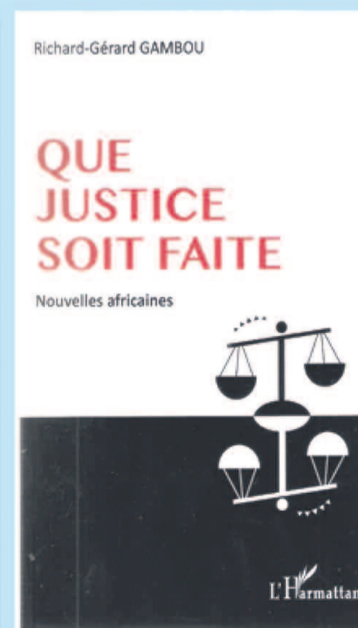
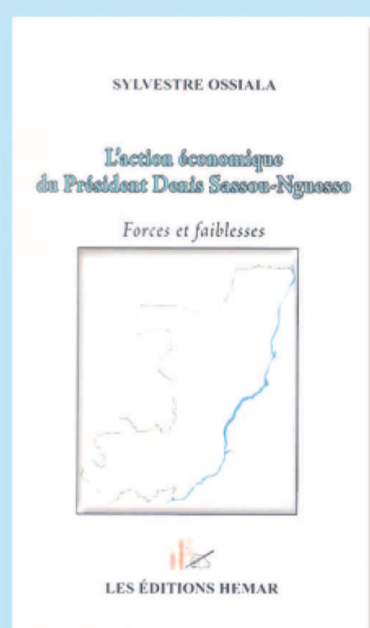
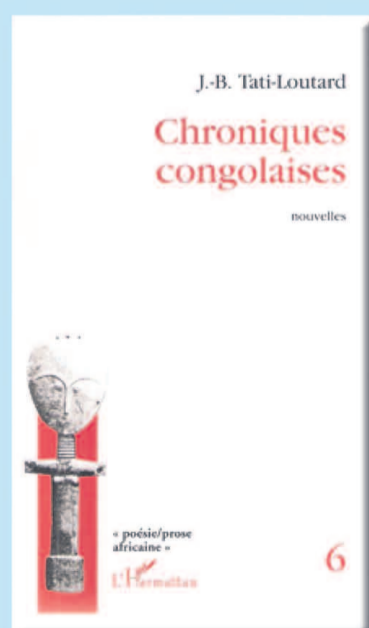
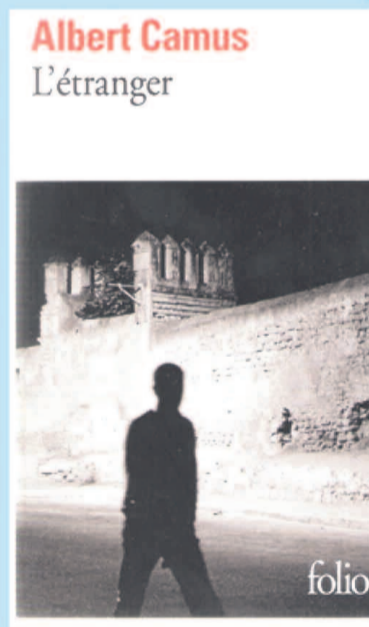
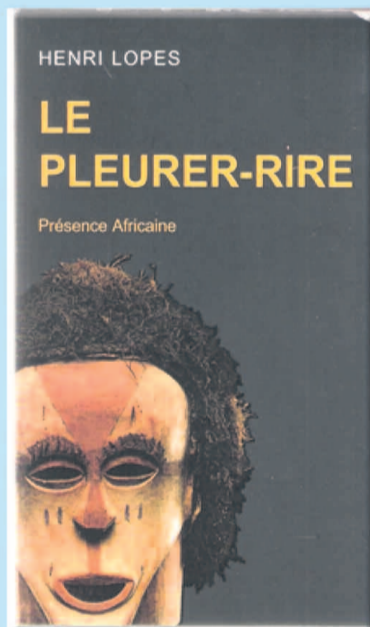
sion, où même le public le moins lettré peut être mis au parfum. Créé en 2003 à l'issue de trois stages successifs organisés par le programme de soutien aux arts plastiques, le Collectif Génération Elili a dix ans d'existence et compte 17 photographes dont 2

femmes qui évoluent à Brazzaville et 5 en Europe. Ce collectif travaille pour promouvoir la photographie à l'échelle nationale et internationale. Il vise le perfectionnement de la photographie dans toutes ses manifestations et applications artistiques, scienti-

fiques et pratiques. La République démocratique du Congo, le Nigeria, la République centrafricaine, le Mali, le Bénin et le Cameroun prennent part à cette exposition qui prendra fin le 20 février 2014.

Rosalie Bindika

En vente à la Librairie Les Dépêches de Brazzaville



MOTS FLÉCHÉS N°009

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

VEXERAS	BORDE	DONNER DU BRILLANT ÉVACUATION	SORTI EN KIOSQUES	LEUR TABLE EST EN FIN DE LIVRE	HÉROS MASQUÉ	ANCIEN SIGLE EUROPÉEN
DONNA SON ACCORD	AVOIR			ALCOOL DE DATTES	NULLE CHOSE	
ÉTRE EN TÊTE			L'AUTRUCHE OU LE KIWI C'EST LA FIN	GRANDS POISSONS		
NOTRE SIÈCLE						
IL GRIMPE AU MUR				CAUSA UN EMBARRAS		C'EST PA-REIL
APPARENCE						
		CELA S'ADRESSE À UN NOBLE ANGLAIS	CRIER COMME LE CERF PAS QU'UN PEU		SORTI DU VENTRE QUI RESTENT AU LOGIS	
JUGER UNE PARTIE	PAYS DE CHATS MOUVEMENT D'AILES			DRY		COUVERTS DE CHAPELURE
				IL TOUCHE SANS TRAVAILLER		
				HABILLA		
				REÇOIT DES ANNOTATIONS		
ELLE ARROSE BERNE SIGLE POLICIER		AUX BOUCLES SERRÉES	DES CHEFS EN GUERRE		ARBRE DE L'INDE DU NORD PARASITE EN TÊTE	
		PETIT GALOPIN				QUI ONT L'ESTOMAC PLEIN
		ALUMINIUM				
ORTHOGRAPHIÉ	ASSÉCHÉ		ÉTRE EN BONNE PLACE			
	BLANCHIE		PETITS AIRS			
			AFFÛTÉ			
C'EST AVANT MIDI		BIEN DÉCORÉE			RAPPORT DE CIRCONFÉRENCE	C'EST L'AGRÈMENT DU MARIAGE
CALAMITÉ						
			L'IRIDIUM DANS LES FORMULES CHIMIQUES	S'OPPOSE À PEU	ARTICLE DÉFINI	
PRÉFIXE PRIVATIF ISSU D'UN CROISEMENT		ONY FORME DES TECHNOCRATES		ANCIENNE DISTANCE		
			SYNDICAT DE L'ÉDITION		PLACÉ À L'ÉTUDE	

SUDOKU N°009

>FACILE

			5	4			7	
	4	3				5		2
7	8		1			9		
				1			6	8
8	2	9	3	6	4	7	5	1
1	6			8				
		6			2		4	5
4		8				2	9	
	1			9	7			

>MOYEN

	9	1	7	4		3		
		7		9		2		
5				7		1		
	5	1		4				
2		8	6	1				4
		2			1	8		
1	2							5
	7	9		8				
9	5	6		3		4		

>DIFFICILE

7	6					8		
1				8	4	3	7	
		2						
	7	1		9		5		
			5	4	1			
		8		3		6	9	
						9		
	9	7	3	2				5
		3					2	6

MOTS CROISÉS N°009

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALEMENT

1. Engage son auteur quand elle est de foi. - 2. Il ne craint pas le froid. Éternel féminin. - 3. Arrose Novossibirsk. Prise de catcheur. Difficile à faire fondre. - 4. La fin d'un roi. Imagerie médicale. C'est-à-dire. - 5. Moyen détourné. Exprime une privation. - 6. Éloignés du monde. Possessif. - 7. Préposition. Elle n'est pas à un jour près. - 8. La jalousie ne l'arrête pas. Leva les fers. Astate. - 9. Une lettre très brillante. - 10. Faire en sorte que cela ne se reproduise pas.

>VERTICALEMENT

A. Sur la carte des Vosges... ou sur celle des desserts. - B. Dépréciant les mérites. - C. Abréviation musicale. Principe chinois. Flottante, en fin de repas. - D. Voile triangulaire. Terre entourée d'eau. Ville de Mésopotamie. - E. Qui va avoir du mal à repartir. Ex-aide de l'État. - F. Erbium. On le franchit avant d'entrer. - G. Pronom réfléchi. Unité de vitesse. Épouse de rajah. - H. Après vous. Rendue en partant. Héritages du passé. - I. Principe huileux. Lopin de terre. - J. Réclamer ce qui est indispensable.

MOTS À MOTS N°009

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de quatre lettres proposés, composez un troisième mot de huit lettres.

- ① C E C I + L A M A = A | | | | | | | |
- ② C A V E + C R I N = | | | C | | | |
- ③ M A G E + A C R E = | | | | | | G |

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°008

T	O	T	A	D	P						
S	U	R	V	E	I	L	L	E	E	A	C
M	A	N	I	F	E	S	T	A	N	T	S
G	E	M	I	R	G	A	I	N	E	R	A
F	A	E	P	I	C	E	G	I			
N	A	S	A	S	T	E	R	I	L	E	S
C	B	A	T	I	S	D	I	T			
E	T	A	I	N	M	D	E	G	R	E	
I	M	I	S	E	R	E	E	U	T		
M	O	D	E	S	T	E	S	O	A	H	
N	E	R	E	E	T	E	R	T	I	O	
U	S	A	N	E	U	N	E	U	S		
L	I	F	T	S	V	B	A	C			
A	B	U	S	O	L	A	V	A	B	O	
E	T	D	R	I	S	S	E	B	P		
U	L	E	M	A	O	D	E	B	E	E	

SUDOKU N°008

1	2	6	5	8	7	4	9	3
4	3	7	1	2	9	5	6	8
5	8	9	4	6	3	2	1	7
6	5	4	3	1	2	8	7	9
8	7	1	9	4	5	6	3	2
3	9	2	8	7	6	1	5	4
2	6	5	7	9	8	3	4	1
7	1	8	6	3	4	9	2	5
9	4	3	2	5	1	7	8	6

7	5	4	8	3	2	1	6	9
1	2	9	4	5	6	7	3	8
3	6	8	1	7	9	5	4	2
9	3	2	5	4	8	6	7	1
5	8	1	7	6	3	9	2	4
4	7	6	9	2	1	8	5	3
8	4	7	3	1	5	2	9	6
6	1	5	2	9	4	3	8	7
2	9	3	6	8	7	4	1	5

MOTS CROISÉS N°008

C	A	M	P	I	N	G	C	A	R
O	L	E	I	N	E	A	L	E	
R	I	S	E	T	T	E	G		
D	E	S	T	I	T	U	E	E	S
I	N	E	M	E	T	T	R	E	
L	E	V	E	T	O	N			
L	E	A	R	E	C	A	R	T	
E	S	E	N	I	A	I			
R	T	A	I	S	E	U	S	E	
E	P	E	L	E	E	T	E	R	

4	5	9	1	2	8	7	6	3
6	1	7	4	3	5	2	8	9
8	3	2	6	7	9	4	5	1
9	7	3	8	5	2	1	4	6
2	4	5	3	6	1	8	9	7
1	6	8	7	9	4	5	3	2
7	2	6	5	8	3	9	1	4
3	8	1	9	4	7	6	2	5
5	9	4	2	1	6	3	7	8

MOTS À MOTS N°008

1/ BÉNITIER - 2/ FACILITÉ - 3/ CUILLÈRE.

PRÉPARATIFS DES COUPES AFRICAINES DES CLUBS

Les Fauves du Niari en séjour en Afrique du Sud

L'équipe championne du Congo a choisi Johannesburg pour mieux préparer son match du 9 février contre Rayon sport de Rwanda, comptant pour les préliminaires de la Ligue africaine des champions dont le National Al Ahly d'Égypte est le tenant du titre.

Les Fauves du Niari livreront leur premier grand match de préparation ce dimanche contre un club sud-africain qui venait d'assurer sa montée en première division. Arrivé en Afrique du Sud avec un effectif de dix-neuf joueurs dont douze nouvelles recrues, les poulains du technicien franco-belge Patrick Aussems, n'ont cependant pas chômé. Ils ont fait, le 14 janvier, deux essais de 15 minutes chacun

expérience en Ligue africaine des champions, les vainqueurs de la 9e édition de la Coupe africaine de la Confédération ambitionnent de gagner cette saison la reine des compétitions africaines des clubs. Cette mise au vert couplée avec la signature de Patrick Aussems, confirment, en effet, l'engagement du président Rémy Ayayos Ikounga à faire de son club l'un des meilleurs du continent. Comme l'on dit « Qui veut aller loin ménage sa monture », l'équipe s'est attachée les services de beaucoup de joueurs talentueux.

Le Gabonais Romaric Rogombé chez les Léopards de Dolisie



Les Fauves du Niari avant leur départ pour l'Afrique du sud

contre deux clubs de ce pays. Privé de ses cadres qui disputent le championnat d'Afrique des nations, de Ntela Kalema qui rejoindra l'équipe le samedi, et de son gardien titulaire Lawrence Ngome (convalescent), l'AC Léopards a respectivement perdu 0-2 contre Orlando Pirates et 0-1 contre United. Au-delà des résultats, le staff technique se satisfait de cette mise au vert qui compense l'absence des compétitions au niveau national.

Après avoir échoué à la porte des demi-finales lors de leur première ex-

Le dernier à rejoindre l'équipe est le Gabonais Romaric Rogombé, auteur d'une très belle coupe de la Communauté économique d'Afrique centrale (Cémac) qui s'est disputée du 9 au 21 décembre dernier au Gabon. Il est dans l'effectif des joueurs qui ont quitté Dolisie pour l'Afrique du Sud. Voilà un autre atout offensif qui va apporter un plus aux Fauves du Niari. Ce joueur percutant et dribbleur remplace Junior Makiessé qui a fait faux bond au club de Dolisie. Prêté à l'AC Léopards la saison dernière, il a régu-

larisé sa situation quelques jours avant sa fuite sous d'autres cieux. L'avocat de l'AC Léopards promet de porter plainte contre ce joueur pour escroquerie. Notons que c'est au sein de l'AC Léopards que ce joueur, qui évoluait à V-Club Mokanda, a tapé dans l'œil des recruteurs nationaux. Il a signé sa première sélection avec l'équipe lors du match Niger-Congo comptant pour les éliminatoires de la Coupe du monde 2014, et compte plus de quatre sélections chez les A.

La liste des nouvelles recrues de l'AC Léopards de Dolisie :

Les Camerounais Monkam (milieu du terrain) et Patrick Abouna Ndzana (latéral) ; le Nigérien Mahamane Cissé (attaquant), les Congolais de la RDC Gladys Bokessé (Libéro) et Kabamba Mukundi (attaquant) ; les Centrafricains Marcellin Tamboulas (attaquant) et Romamic Lignanzi (défenseur) ; le Gabonais Romaric Rogombé (attaquant) ; et les Congolais Moïse Nkounkou (attaquant), Ngavouka Lie Pato (attaquant), Ngoma Tchibota (attaquant), Kevin Andzouana (défenseur) et Bob Zenaba (milieu offensif).

Les anciens joueurs :

Ngome Lawrence, Chancel Massa, Gildas Mouyabi et Lutunu Doulé (gardiens) ; Magnokélé Bissiki Davy Dimitri, Nzamba Mombo Ulrich, Nkodia Hermann, Moubhio Ngounga Boris, Miangounina Chuldran (défenseurs) ; Gandzé Césair, Lakolo Hermann, Mfoutou Madila, Ntela Kalema, Babelé sagesse (milieux du terrain) ; Arouna Dramé, Bhebey Ndey Guelord, Beaulia Sidoine, Ngouelou-Seda Héritier, Bidimbou Khader et Tsiba Moukassa Kessel (attaquants).

James Golden Elou

FOOTBALL

Cara poursuit sa mise au vert à Kinshasa

L'équipe prend part à une compétition en RD-Congo en vue de parfaire sa préparation pour la Coupe de la Confédération africaine dont les préliminaires pointent à l'horizon.



L'équipe de Cara (Crédit photo Innocent Mavoungou)

Après deux semaines de mise au vert à Djiri, dans le neuvième arrondissement de Brazzaville, le Club athlétique Renaissance Aiglon (Cara) a emprunté le chemin de Kinshasa, en RD-Congo. De l'autre côté de la rive du fleuve, l'équipe prend part à un tournoi interclubs. Cette compétition lui permettra de poursuivre sa préparation pour la Coupe de la CAF. Cara va donc se mesurer, tour à tour, à V. Club, à MK de Kinshasa et à Mounana du Gabon. Le staff technique des Rouge-et-Noir aura ainsi la possibilité d'évaluer le niveau du groupe en identifiant ses forces et faiblesses, de corriger ces dernières pour ne pas faire piètre figure lors de la saison sportive qui débutera sous peu.

La participation de Cara à ce tournoi prouve que l'équipe est déterminée à mettre à profit toute compétition pouvant lui servir de mise en jambe. D'autant plus que cette saison, elle aura fort à faire en compétition africaine, au championnat national d'élite et éventuellement en Coupe du Congo. Les Rouge-et-Noir ne veulent surtout pas manquer leur retour sur la scène du football continental après près de cinq ans d'absence. Leur dernière participa-

tion date de 2009. Cara souhaite donc oublier ce passé sombre, ponctué d'échecs, excepté, bien sûr, son sacre continental de 1974. Cette année-là, Cara avait battu 4-2 Mehalla Al-Kubra d'Égypte en finale à l'aller, et 2-1 lors de la manche retour. L'équipe devenait ainsi le premier club congolais à remporté la Coupe d'Afrique des champions, actuellement baptisée Ligue africaine des clubs champions.

Pour afficher de bons résultats dans toutes les compétitions auxquelles Cara sera engagé, l'effectif de l'équipe a été renforcé. On annonce en effet l'arrivée du gardien James Ekoko en provenance des Diables noirs. De même pour Landry Djimbi dit Makay. L'attaquant Mumbere Mbusa est venu de Lupopo, un club de la RD-Congo. Yakoubou Fousseni (AS Cheminots), Tusilu Bazola (AC Léopards), Hardy Binguila (Diables noirs) et d'autres joueurs ont gonflé l'ossature du groupe. Le tournoi de Kinshasa, qui prendra fin le 21 janvier, sera donc un baromètre permettant au staff technique de mesurer la progression de l'équipe et la qualité des joueurs recrutés pour atteindre les objectifs fixés cette saison.

Rominique Nerplat Makaya

BRIN D'HISTOIRE

La Constitution de 2002

En 2014, quelle est la physionomie de l'échiquier politique congolais ? Nébuleuse. Au nom d'un sursaut républicain contre la dérive dictatoriale, ceux qui ont combattu Sassou-N'Gusso lors de la Conférence nationale en 1991 l'ont soutenu en 1997. Ils gouvernent avec lui. Certains qui étaient avec lui pendant la guerre du 5 juin et après se sont éloignés de lui en passant à l'opposition. Une opposition rachitique et sans envergure politique.

La disparition des hommes qui ont joué un rôle politique de premier plan au Congo : Kolélas, Milongo, Thystère Tchicaya, Ganao, entre autres, a réduit comme peau de chagrin les possibilités d'alternance crédible. Sassou-N'Gusso, par un recrutement massif depuis son retour aux affaires, a propulsé des dizaines de néophytes. Bon nombre, à l'évidence, n'ont pas compris ce qu'on attendait d'eux : l'inventivité, la créativité, l'efficacité et l'ardeur efficiente et non un activisme échevelé. En un mot, de bons résultats.

De 1997 à 2014, dans les gouvernements successifs, on compte environ 80 ministres, dont 25 ayant déjà occupé des fonctions ministérielles sans réussite avérée et 55 fraîchement cooptés guère plus efficaces. Un paysage politique désert. Voilà à quoi est ré-

duit le pays, à deux ans de la prochaine échéance électorale présidentielle. Un vide sur lequel flotte le reflet spectral de quelques rares personnalités de valeur. Devant une situation si désespérée et désespérante, une seule solution : abroger la Constitution du 20 janvier 2002, qui a réussi la prouesse de mettre hors jeu une frange expérimentée de la classe politique. C'est sa plus grande tare. Une véritable aberration.

Il n'est pas normal qu'un pays, aussi démuné en personnel politique de qualité, fasse l'économie de ses cadres les plus exercés : Yhomby-Opango, Mouzabakani, Édouard Ébouka-Babackas, Henri Lopes, Louis-Sylvain Goma, Saturnin Okabé, Ndalla Claude-Ernest, Paul Kaya, Aimée Gnaly-Mambou, Bongou Camille, Obenga Théophile, personnalités aux compétences unanimement saluées et reconnues. En ont-ils envie ? C'est une autre question. Ce qui est sûr, par contre, de hors-jeu depuis 2002 certains feront irrémédiablement vieux jeu si rien n'est fait pour les remettre en jeu.

Chacun d'eux peut encore apporter son expérience dans la construction nationale à la faveur du prochain scrutin présidentiel. Après, il sera trop tard, parce qu'ils vont tous flirter, quasiment, avec la nonantaine. Le

pays, par leur retour souhaitable que devrait favoriser la nouvelle constitution, pourrait indubitablement tirer profit de cette crème politique injustement écartée de la course présidentielle par une constitution inique.

La question constitutionnelle, au-delà du président Denis Sassou-N'Gusso, qui préoccupe tant l'opposition, est une préoccupation de portée nationale. La Constitution de 2002, mauvaise, nous l'avons maintes fois dit, est à mettre au compte de l'expérimentation démocratique : « *La démocratie, qui est à la fois système politique et forme d'action politique, laboratoire permanent dans lequel l'innovation prend forme, énergie qui subvertit l'immobilisme, rejette le fatalisme du statu quo, et surtout qui refuse de s'opposer par principe à ce qui peut naître, au risque que la nouveauté peut comporter.* »

La qualité essentielle de cette constitution est d'avoir constitutionnalisé la prééminence du président de la République dans la vie politique congolaise depuis Fulbert Youlou. Mais elle a aussi péché par l'inexistence d'un chef de gouvernement que les multiples formules tentées n'ont pas su rattraper. C'est le modus operandi d'une harmonie fonctionnelle qu'il faut désormais trouver

dans notre recherche de novation constitutionnelle. L'autre péché, et non le moindre, est la neutralisation des différents pouvoirs.

L'avenir du pays n'induit pas l'existence d'un homme providentiel, mais dépend des institutions qui fonctionnent dans le respect de la séparation des pouvoirs, avec, notamment, un Parlement doté d'un véritable pouvoir de contrôle de l'exécutif responsable devant lui. Dans un souci de stabilité institutionnelle, finalité au demeurant louable de la Constitution de 2002, Il faut imaginer des modalités pour limiter, voire anticiper les crises politiques sans remettre en cause le véritable contrôle de l'action gouvernementale par le Parlement. Depuis 2002, nous assistons, d'un côté à un contrôle plutôt parodique des parlementaires et, de l'autre à la désinvolture des ministres lors des séances de questions orales. Et pour cause !

C'est donc un meilleur fonctionnement de nos institutions, en prime, que doit viser le changement de constitution. Pour cela, il est important de se donner, sans état d'âme, les moyens et le temps d'une réflexion collective et consensuelle dès maintenant. C'est un enjeu démocratique important.

Mfumu